mêřhàbà hêvàlńö

nouvelles du kurdistan

MENSUEL N°6
15 JUILLET 2016
PRIX LIBRE

Confronter les privilèges : de la solidarité et de l'image de soi

La bataille de Kobanê fin 2014 avait attiré l'attention des médias internationaux et des activistes occidentales. De nombreux collectifs de solidarité s'étaient créés un peu partout. Depuis, l'effet de «mode» semble être retombé, et beaucoup d'articles circulent pour critiquer la révolution du Rojava qui n'en serait pas une, du point de vue confortable de l'homme blanc devant son bureau, sans chercher à interroger les vrai.e.s acteurs.ices de cette lutte. À travers ce mensuel nous avons toujours tenté de garder un œil critique, mais surtout de relayer la parole des personnes directement concernées et de faire hommage aux luttes qu'elles mènent malgré la guerre étouffante au Moyen-Orient. Nous sommes loin d'avoir une réponse idéale à comment adresser une réelle solidarité depuis notre position privilégiée, mais nous considérons cette question centrale pour toute démarche révolutionnaire.

Nous reproduisons ici un texte de Dilar Dirik, chercheuse et activiste kurde habitant en Angleterre, qui aborde très franchement l'enjeu de la

◆◆◆ suite p. 5

Appel international à la solidarité des femmes à l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugié.e.s

◆◆◆ suite p. 16

POUR TOUTES INFOS, COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
actukurdistan[at]riseup.net

Répression de la Semaine des Fiertés LGBTI+ à Istanbul *p. 8*

au sommaire :

- Edito *p. 2*
- Appel à une solidarité critique *p. 3*
- Entretien avec Demirtaş *p. 4*
- Confronter les privilèges... *p. 5*
- Répression de la semaine des fiertés *p. 8*
- La Turqui continue à commettre des crimes de guerre *p. 11*
- Les animaux ont aussi une vie *p. 12*
- L'offensive de l'alliance kurde démantèle l'État Islamique au nord de la Syrie p. 13
- KNK: « La tâche du peuple kurde en ce 100ème anniversaire des accords de Sykes-Picot » p. 21
- Glossaire et plus... *p. 20*

ÉDITORIAL

Cela fait maintenant 6 mois qu'on essaye de diffuser un maximum d'informations, d'analyses et de nouvelles de la, ou plutôt les, situations dans les quatre parties du Kurdistan. Alors que le premier numéro apparu en février était pas mal centré sur les conflits armés au Bakur et au Rojava, nos regards se sont désormais plus tournés vers les analyses ainsi que les contextes historiques de la région, afin de mieux comprendre les pourquoi et les comment des situations d'aujourd'hui.

Nous pensons toujours aussi fort qu'au début à toutes celles et ceux qui luttent dans leurs montagnes, leurs villages, leurs quartiers, au sein des assemblées, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui luttent ici en Europe pour visibiliser cette révolution, pour la création et le renforcement des liens entre les luttes et les gens qui y participent.

Pour ce numéro, nous avons traduit deux textes qui tentent de redéfinir la solidarité internationale. La première réflexion, formulée depuis la position d'activistes occidentaux, invite à une solidarité critique, alors que le deuxième article, écrit par une activiste kurde en Europe, analyse le rôle dangereux de la solidarité basée sur les privilèges du militant blanc qui ne cherche pas à confronter sa position.

En ce qui concerne les actualités du Bakur, les incendies forestiers provoqués par l'armée dans la commune de Lice (province de Amed) attirent toute l'attention; un appel à former une délégation internationale d'observateurs.ices est d'ailleurs lancé!

La Turquie plonge de plus en plus dans une sombre dictature promouvant la haine envers toutes celles et ceux qui diffèrent de la norme du pouvoir, que ce soit les Kurdes (les soldats viennent de gagner l'immunité face aux massacres), les Alévi.e.s et tous les autres peuples «minoritaires» de Turquie, les LGBTI (les marches de la Fierté Trans et LGBTI+ à Istanbul se sont fait attaquées), les réfugié.e.s, les femmes,...

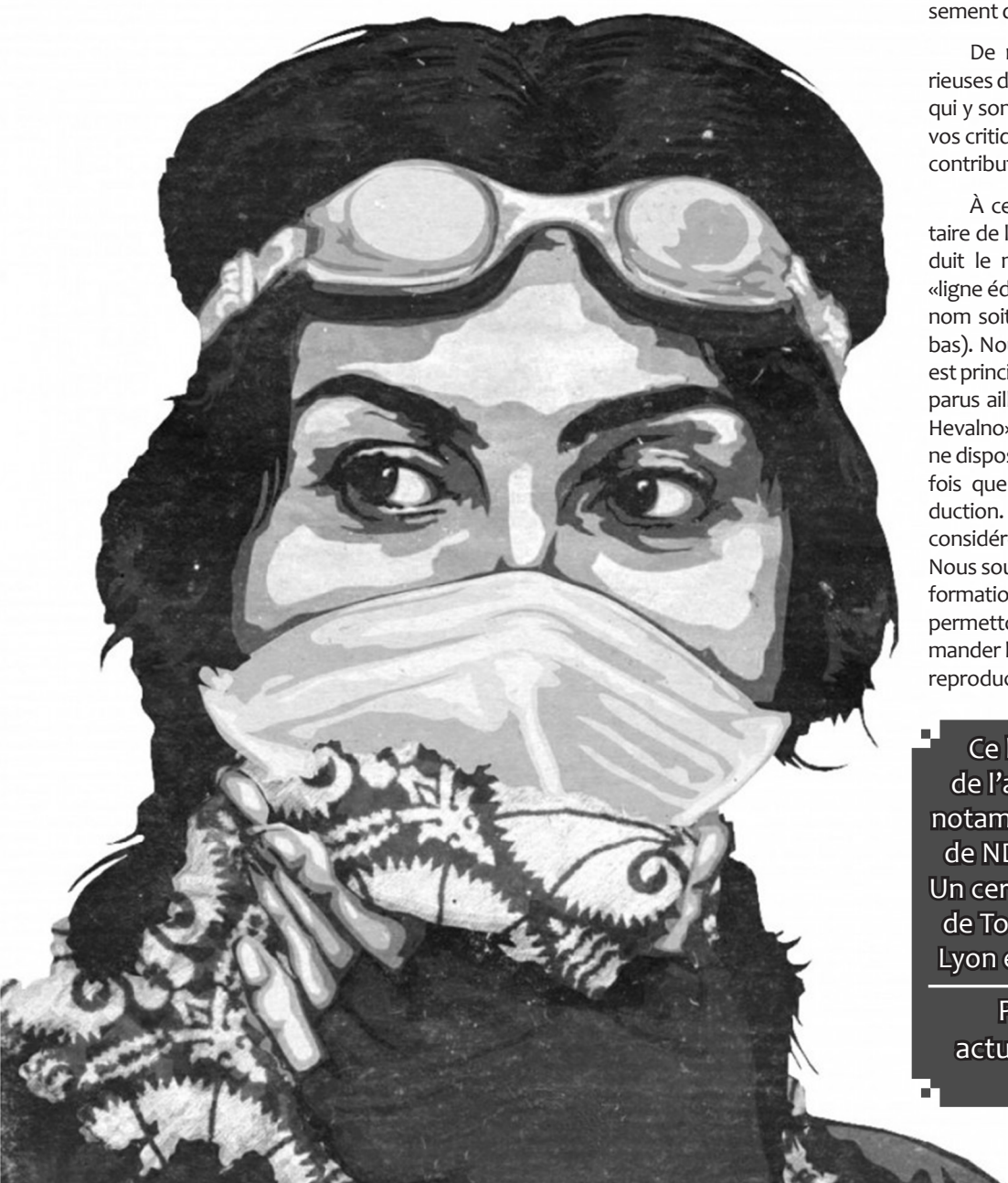
En Syrie, la guerre contre l'État Islamique continue, et celui-ci riposte ailleurs que sur les fronts, à Istanbul, Orlando, Bagdad, etc.. Le mouvement des femmes kurdes nous rappelle que des milliers de filles sont toujours tenues en captivité et vendues en tant qu'esclaves sexuelles.

Quant au Kurdistan iranien -le Rojhilat-, nous commençons dernièrement à partager quelques billes de compréhension. Le texte de ce mois-ci trace quelques lignes principales des différents partis politiques kurdes, dont certains sont en train de reprendre les armes contre le régime.

En cette période où les mouvements de libération kurdes se renforcent mais sont aussi attaqués dans les différents territoires, le Congrès National du Kurdistan (basé en Europe) continue ses efforts de dialogue interne et appelle au dépassement des divisions historiques entre les Kurdes.

De notre côté, nous sommes toujours curieuses de vos avis sur cette revue, sur les analyses qui y sont faits, nous sommes prêt.e.s à accueillir vos critiques, et vous invitons à nous envoyer des contributions, des rendez-vous, des photos, etc..

À ce propos, nous avons reçu un commentaire de l'auteur d'un des textes que l'on a reproduit le mois dernier qui ne partage pas notre «ligne éditoriale» et qui ne veut donc pas que son nom soit associé à cette revue (voir encart plus bas). Nous tenons à (re)préciser que ce mensuel est principalement une compilation de textes déjà parus ailleurs sur le net (sauf ceux où «Merhaba Hevalno» est précisé comme source), et que nous ne disposons pas des moyens de vérifier à chaque fois que l'auteur.e est d'accord avec sa reproduction. Les auteur.e.s ne doivent donc pas être considéré.e.s comme nos collaborateurs.ices. Nous soutenons et pratiquons l'accès libre aux informations et opinions; c'est pourquoi nous nous permettons de reproduire des textes sans en demander la «permission». Et nous encourageons la reproduction de ce mensuel autant que possible!



Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter :
actukurdistan[at]riseup.net

Suite à la publication de l'article «Urbicide en cours au Kurdistan : Diyarbakır, de la ville-refuge à la ville-cible», nous avons reçu un mail de Mathieu Gosse, son auteur, qui aurait préféré qu'on ne le publie pas. En voici un extrait :

«Bonjour, je viens de voir que vous avez repris l'article que j'ai publié dans la revue urbanités. Premièrement, je pense qu'il aurait été mieux de me contacter (via la revue) avant de le faire (même si vous avez indiqué la source). Deuxièmement, je n'adhère pas à votre ligne éditoriale (par exemple, les passages de mon article sur la guérilla urbaine à Sur divergent fortement avec ce que vous écrivez), je ne souhaite pas que mon nom soit associé à votre publication. J'apprécierais donc que vous retiriez ces pages de la revue que vous diffusez. Si vous le souhaitez, vous pouvez me citer. Mais là, ça ne se voit pas assez que l'article est repris d'une autre publication.»

APPEL À UNE SOLIDARITÉ CRITIQUE

Voici la suite de l'article de Corporate Watch reproduit dans le Merhaba Hevalno de juin qui décrivait de façon enthousiaste l'organisation politique menée au Bakur et au Rojava. Cette deuxième partie nuance un peu cet enthousiasme en pointant les aspects qui frappent l'esprit critique des auteurs.ices, tout en soulignant l'importance, malgré cela, d'une réelle solidarité portée en tissant des liens concrets et en apprenant de ces expériences pour enrichir nos propres luttes.

Quand on parle du Kurdistan, et plus particulièrement du Rojava, le débat se focalise sur la question de la perfection de la révolution. Nous nous demandons souvent si la société du Rojava est utopique ou non, alors que nos propres mouvements sociaux sont encore très loin de l'être.

Le débat est souvent polarisé entre une position de soutien sans équivoque à tous les aspects de la révolution, et une position disant qu'en raison des imperfections de l'expérience menée au Rojava nous ne devrions lui apporter ni attention ni soutien.

Nous nous positionnons très clairement pour une position de solidarité critique, pour garder du recul et un regard non-dogmatique qui voit les mouvements sociaux au Bakur et au Rojava pour ce qu'ils sont. Afin de critiquer les aspects négatifs tout en étant solidaires des mouvements positifs de libération qui sont en cours, que ce soit la résistance contre Daech, les luttes pour l'autonomie, la résistance contre la répression de l'Etat turc, les mouvements féministes, anti-capitalistes et coopératifs. Ces mouvements peuvent transformer la société tant au Kurdistan que dans le reste du Moyen-Orient.

Ceci dit, certains aspects de la situation au Rojava méritent que nous gardions un regard critique.

Par exemple, pour le moment les partis politiques et les organisations militaires et sécuritaires qui leur sont associées, détiennent beaucoup de pouvoir au Rojava et au Bakur. Au DTK [NdT : voir glossaire] du Bakur et au sein du système des conseils au Rojava, des sièges sont réservés aux représentant.e.s des partis politiques. Cela garantit que les partis politiques gardent une voix dans les structures du confédéralisme démocratique, qu'elle représente ou non la vision des gens exprimée dans les assemblées populaires. Beaucoup de celles et ceux qui participent au mouvement expliquent que ces partis politiques ne sont présents que parce que le mouvement en est encore à ses débuts, et que, dans l'avenir, on n'en aura plus besoin. Quoi qu'il en soit, il est évident que ces partis sont un endroit où le pouvoir pourrait être consolidé. L'écrivain kurde, Ercan Ayboğa, nous a exprimé son espoir que le pouvoir bascule vers les communes :

« Les partis politiques sont des instruments politiques et idéologiques qui jouent un rôle spécifique. Au fur et à mesure des dernières années, ce rôle a diminué dans la vie politique. Les structures auto-gérées, comme entre autres celles des femmes et des jeunes, sont devenues plus importantes. Ce sont des processus lents parce que, depuis des décennies, le peuple kurde ne pensait qu'avec les catégories des partis politiques, et changer cela prend du temps. »

Les conseils exécutif et législatif du Rojava font aussi partie des corps politiques qu'il faudrait examiner d'un œil critique. Selon la théorie du confédéralisme démocratique, ces corps politiques ne devraient qu'appliquer les décisions des conseils. Mais il reste à savoir si le pouvoir restera entre les mains des communes ou s'il basculera vers le niveau parlementaire. Comme l'a exprimé l'anarchiste Kurde Zaher Baher :

« J'ai l'impression que, tant que le pouvoir du DSA (Administration Démocratique Autonome) augmente, c'est le pouvoir du TEV-DEM qui diminue, mais le contraire pourrait aussi être vrai. »

Il nous semble aussi que l'existence d'une force de sécurité centralisée, l'Asayîs, agissant plus ou moins indépendamment du système des conseils, va forcément à l'encontre du concept du pouvoir des communes. Mais dans le contexte actuel de guerre civile et des attaques de Daech, le besoin d'une sécurité efficace s'impose et nous étions très reconnaissants envers les multiples checkpoints des Asayîs qui ont assuré notre sécurité lors de notre visite en 2015. Beaucoup de militant.e.s du mouvement, y compris des membres des Asayîs, insistent sur le fait que ces dernières se dissoudront lorsqu'on n'en aura plus besoin. La mise en place des forces armées d'auto-défense par les communes s'inscrit dans les démarches pratiques déjà entamées pour parvenir à ce but. Bedrain Gia Kurd, nous a expliqué que le TEV-DEM (dont il est membre) soutient activement les communes pour la mise en place des unités d'auto-défense. Grâce à ce processus, les Asayîs n'ont pas le monopole de l'usage des armes au Rojava.

Les forces les plus puissantes au Rojava sont probablement les Unités de Protection du Peuple (YPG) et les Unités de Protection des Femmes (YPJ). C'est à ces forces que l'ont doit la survie du confédéralisme démocratique. Mais quel pourcentage de la population du Rojava a vraiment son mot à dire sur les alliances formées par ces organisations militaires ? La nature aléatoire de l'alliance avec les États-Unis, peut-être nécessaire pour gagner la guerre contre Daech mais qui, nous semble-t-il, pourrait potentiellement menacer la révolution sociale populaire du Rojava, en est un exemple.

Lorsque Kobané a été assiégée par Daech en 2014, les États-Unis ont commencé, à contrecœur et tardivement, à bombarder Daech en coordination avec les forces YPG et YPJ. Le soutien aérien des États-Unis fut un facteur décisif pour la libération de Kobané. Depuis, la coopération avec les Américains dans la guerre contre Daech s'est renforcée.

Beaucoup d'habitant.e.s du Rojava regardent cette alliance d'un œil critique. Lors

d'une discussion avec Bedran Gia Kurd du TEV-DEM, il nous a dit que :

« La coopération avec l'armée des États-Unis est quotidienne car nous avons le même ennemi, mais il n'y a pas d'accord à long terme. Il n'y a aucune garantie par rapport à cette coopération ; c'est temporaire. Peut-être que dans l'avenir elle n'existera plus. Une coopération future serait basée sur la protection de nos principes. De ce fait, si cette alliance met en péril ou en question notre projet, alors on la refusera. »

Cependant, comme l'a expliqué Zaher Baher, Saleh Muslim -le coprésident du PYD- avait exprimé un point de vue totalement différent lors d'un entretien avec l'Institut Kurde de Washington :

« Les États-Unis sont une grande puissance qui encourage la démocratie de manière globale et qui tente de la développer et disséminer de par le monde entier ».

Certain.e.s membres du PYD ont appelé à un investissement commercial international au Rojava, sans pour autant prendre en compte que cela nuirait à tout mouvement allant vers une économie anti-capitaliste et coopérative au Rojava.

De telles déclarations pourraient bien sûr s'inscrire dans une stratégie pragmatique de la part des politicien.ne.s afin de gagner un soutien international dans leur lutte d'autonomie et pour la guerre contre Daech. Mais, dans le meilleur des cas, ces politicien.ne.s sont en train de jouer un jeu très dangereux ; et dans le pire des cas, ils et elles ne sont pas du tout d'accord avec les éléments anti-capitalistes et anti-impérialistes du mouvement.

Un autre sujet sensible est celui de la vénération du personnage de Abdullah Öcalan. Dans quasi chaque interview que nous avons fait au sujet du confédéralisme démocratique, nos interlocuteurs nous disaient que leurs idées venaient de leur leader. Cette habitude de se référer à Öcalan va à l'encontre du principe du pouvoir du peuple à transformer la société. Comme l'a exprimé Zaher Baher :

« Depuis un certain temps, dans ses livres et textes récents, Öcalan a dénoncé et rejeté l'État ainsi que l'autorité. Par contre, je ne l'ai jamais entendu rejeter sa propre autorité ni dénoncer ces gens qui lui donnent l'appellation de grand leader et qui mettent tout en œuvre pour lui donner une position sacrée. L'attitude d'Öcalan ne sera correcte que lorsqu'il rejettera son autorité ainsi que sa position de leader. »

Nous avons entendu parler de certaines œuvres d'Öcalan, qui ne sont pour l'instant disponibles qu'en allemand, et dans lesquelles il remet en question son rôle de leader. Nous n'avons pas vu de versions traduites de ces écrits. Mais la question ne se pose pas seulement sur le fait qu'Öcalan lui-même rejette son rôle de leader ; elle doit aussi se poser sur le fait qu'il soit vu et traité en tant que tel par une grande partie des gens participant au mouvement du confédéralisme démocratique. Cette constante est particulièrement frappante au sein du mouvement des femmes, lorsque d'un côté elles déclarent lutter pour l'auto-organisation des femmes, et de l'autre disent que leurs idées viennent d'Öcalan.

Concernant notre solidarité avec le développement du mouvement du confédéralisme démocratique, nous pensons que la solidarité la plus pratique que nous puissions apporter n'est ni un rejet total des mouvements positifs en raison des imperfections du mouvement, ni d'en parler d'une manière systématiquement élogieuse. Plutôt, nous voulons maintenir notre position de camarades qui apporte un soutien honnête au mouvement, d'un.e ami.e qui n'a pas peur d'agir en solidarité avec ceux et celles qui luttent pour une société meilleure, et qui n'a pas peur non plus d'en parler de manière honnête, ouverte et critique.

Mouvements Populaires Capables de Transformer la Société

Des idées anti-capitalistes, féministes, anti-autoritaires et anti-étatiques sont en train de fleurir parmi les mouvements du confédéralisme démocratique en cours au Rojava et au Bakur. Ces mouvements sont capables de changer la réalité sociale de millions de personnes. Ces changements sont en train d'être formulés par des mouvements populaires inspirés par des idées révolutionnaires et non pas par des politicienne.e.s ou des institutions gouvernementales

La création des communes et des assemblées au Bakur et au Rojava a permis de valoriser et de donner le pouvoir aux personnes afin de prendre les décisions qui concernent leurs vies, auparavant contrôlées par l'État. Par exemple, des tentatives créatives de mettre en place des méthodes pour gérer différemment les problèmes liés aux comportements problématiques ont vu le jour au Rojava depuis que les communes y sont établies. Comme décrit plus haut, chaque commune possède une commission de justice et de réconciliation dont le but est la gestion des problèmes qui surgissent au sein de la communauté. Pour ce qui concerne les incidents plus sérieux comme le meurtre, il existe un «tribunal populaire» au niveau de chaque district dont les juges sont élu.e.s par la commune. Ces juges ont effectivement le pouvoir d'envoyer des gens en prison mais, comme l'a exprimé Ercan Ayboğa, militant kurde originaire de Bakur ayant visité le Rojava :

« Il y a toujours des prisons au Rojava mais il y a peu de prisonnier.e.s. Dans la petite ville de Serekaniye, par exemple, le nombre de prisonnier.e.s est de 20 comparé à 200 à l'époque d'Assad. Les tribunaux essaient au maximum d'éviter d'envoyer des gens en prison. Ils tentent d'autres méthodes comme, par exemple, envoyer quelqu'un.e travailler dans une autre ville ou région, demander à certain.e.s personnes de quitter une région ou un lieu pour un temps défini, ou en appliquant une peine éducative ou une formation pour la personne accusée. »

Selon Ercan, ce système reste néanmoins critiqué par une partie de la population du Rojava. Certain.e.s personnes ont même commencé à tenter une alternative appelée la «Plateforme de Justice», nouveau système au sein duquel la commission de la justice et de la réconciliation peut demander du soutien en cas de problèmes graves en formant une plateforme de justice. Cette dernière est composée de 200 à 300 personnes venant des « mouvements des femmes, de la jeunesse, ainsi que d'autres organisations du quartier. Ils et elles débattent le cas, puis cherchent à trouver un consensus. »

Deux facteurs pouvant contribuer à ce que le pouvoir reste entre les mains du peuple de base sont, premièrement, le fait qu'aucun groupe n'a le monopole de l'usage de la violence et, deuxièmement, que les communes sont en train de développer des groupes armés d'autodéfense. Le fait qu'il y ait des éléments armés appartenant au mouvement de base aide aussi à empêcher la consolidation du pouvoir entre les mains de l'Administration Démocratique Autonome ou l'armée, entre autres.

Ce sont les mouvements des femmes au Bakur et au Rojava qui sont les éléments les plus inspirants de la situation actuelle au Kurdistan. Pendant notre voyage dans ces deux régions nous avons pu rencontrer des femmes déterminées à lutter contre le patriarcat et il nous a semblé que c'est une véritable occasion pour pour que les choses changent. Dans la ville d'Amed (Diyarbakir en turc), nous sommes allé.e.s à la rencontre d'une Académie de Femmes dans laquelle les femmes s'organisent pour lutter contre la violence masculine. Elles nous ont raconté comment elles organisent des actions collectives contre la violence conjugale exercée par les maris des femmes avec lesquelles elles travaillent. Elles organisent aussi des formations courtes pour l'empowerment* des femmes au sein de leurs communautés. Des femmes du Rojava et du Bakur nous ont expliqué que leurs idées ne sont pas toujours acceptées par les hommes et que la lutte pour instaurer des changements est une lutte quotidienne.

Les mouvements pour le confédéralisme démocratique ont aussi réussi à libérer des

espaces pour les idées anti-capitalistes. Les discussions organisées par les communes au Rojava ont une forte capacité à répandre de telles idées. La mise en place des coopératives est une des manières par lesquelles les gens peuvent participer à la création d'alternatives populaires. Selon l'économiste allemand Michel Knapp :

« Lorsqu'au Kurdistan Nord les communes ainsi que les coopératives travaillent sous l'emprise d'une répression féroce, c'est dans les territoires libérés du Rojava où il y a des efforts et des tentatives de créer une nouvelle forme d'économie indépendante des relations d'exploitation capitaliste et féodale. Et ce dans le contexte du drame de la guerre en Syrie : des milliers de personnes ont été tué.e.s et la moitié de la population se trouve sans maison.»

Knapp continue en citant Dr Dara Kurdaxi, économiste et membre du comité pour la renaissance économique et le développement du canton d'Efrin, Rojava :

« Nous avons besoin de nouveaux modèles pour les organisations ainsi que les institutions. Les modèles économiques collectifs, communaux, qu'on appelle aussi parfois des économies sociales. C'est la méthode qui nous sert de base, pour que l'économie du Rojava puisse être relancée et se développer. »

Le fait qu'il y ait l'espace et l'élan pour la mise en place de coopératives populaires au Rojava est largement dû au fait qu'il y existe un consensus assez large sur le fait que l'économie devrait être organisée sur des bases collectives. C'est en train de se mettre en place du bas vers le haut grâce à une variété de communes et d'organisations. Par exemple, dans le canton de Cizîrê plusieurs coopératives de femmes sont en train de voir le jour grâce à la Fondation des Femmes Libres du Rojava.

Nous avons beaucoup à apprendre de ces mouvements, la première étape vers une vraie solidarité est de s'éduquer, de se renseigner. Parmi les groupes que nous avons visité au Rojava, beaucoup ont exprimé l'envie qu'il y ait des gens de l'extérieur qui viennent pour apprendre sur leurs mouvements. C'est en créant des liens de plus en plus forts avec les militant.e.s luttant au premier niveau du confédéralisme démocratique -par exemple dans les communes, les coopératives et les organisations de femmes- qu'on pourra élargir notre compréhension et commencer à forger une véritable solidarité tout en y prenant des idées et de l'inspiration pour nos luttes à nous.

*Empowerment : terme emprunté à l'anglais qui signifie grosso modo «prendre confiance dans son propre pouvoir».

Source

Corporate Watch
traduction : Merhaba Hevalno

Confronter les privilèges : de la solidarité et de l'image de soi

◆◆◆ suite de la p. 1

La solidarité n'est pas une action caritative unilatérale entreprise par les activistes privilégié.e.s, mais une démarche multi-dimensionnelle qui contribue à l'émancipation de toutes les personnes impliquées.

Un homme allemand ne serait pas impressionné par les racines démocratiques du projet se déroulant au Rojava car il aura vu des choses similaires en Amérique Latine il y a de cela quelques décennies. Une femme française reprocherait aux femmes kurdes un manque de préparation à sa visite car elles ne sont pas aussi organisées que les femmes afghanes qu'elle aura observées dans les années 70. N'importe quel individu lambda peut passer pour un connaisseur de la révolution du Rojava après y être resté une semaine, et ce sans accès à aucune forme de médias ou de littérature dans une langue du Moyen-Orient, mais son avis sera vu comme plus légitime et plus authentique que celui de celles et ceux qui y luttent.

Quel est le point commun entre les expériences de ces différentes personnes ?

Elles font toutes preuve d'un intérêt et d'une attention authentiques, et leurs efforts méritent une reconnaissance à leur hauteur. Mais il y a autre chose : l'élément sous-jacent au système qui permet à des personnes de valider leur «checklist» du tourisme révolutionnaire (tout particulièrement en Palestine et au Chiapas dans la dernière décennie, et maintenant au Rojava). Cet élément est quelque chose que les révolutionnaires doivent s'efforcer de problématiser : les privilèges.

Mettons-nous au point dès le départ : en tant que personne écrivant surtout pour un public international, qui cherche à faciliter la communication et qui encourage l'envoi de délégations au Kurdistan, je fais partie des gens qui valorisent foncièrement de tels échanges et de telles actions. Mais les personnes qui revendiquent leur solidarité et qui sont dans une situation privilégiée leur permettant de voyager et d'être écoutées ont l'obligation morale de se servir de leurs privilèges pour améliorer les choses. L'intention de cet article est de contribuer au débat sur les problèmes qui surgissent quand des relations de hiérarchie sont établies au nom de la solidarité.

Confronter les privilèges

Dans un monde composé d'États-nation capitalistes et patriarcaux, se voir comme un.e citoyen.ne du monde et combattre les idées de nation et d'État est un acte de défi, de désobéissance. Cependant, se voir comme un.e révolutionnaire internationaliste n'efface pas les inégalités de conditions et de privilèges. Il est important que chacun.e aille plus loin que ça.

Tout d'abord, il existe une batterie de privilèges et de ressources matériels dont un individu peut bénéficier : les passeports d'un État lui permettant de voyager presque n'importe où, le fait de parler des langues internationales et d'avoir le vocabulaire théorique lui permettant de formuler et de construire son discours, avoir la maîtrise des outils intellectuels dû à une éducation basique, ainsi que le fait de disposer du temps, de la sécurité et des fonds nécessaires pour accéder à la plupart de ces choses. L'absence de guerre, de mort, de destruction, d'exil, de famine et de traumatismes permet à cet individu de mener confortablement et en toute sécurité ses recherches, de prendre des décisions et de planifier à long terme et de vivre selon ses propres principes sans subir trop d'interférences.

Le fait-même qu'une personne puisse s'asseoir en terrasse pour prendre un café, se renseigner sur un sujet à travers des sources provenant de l'historiographie, de la théorie, de l'épistémologie et d'une langue, occidentalocentrées est un privilège qu'une vaste majorité de travailleurs.euses et de personnes de couleur n'ont pas. Et même s'ils ou elles l'avaient, il.le.s manquent bien souvent de l'environnement politique stable leur permettant de discuter de leurs trouvailles.

Le fait-même que je sois en train d'écrire cet article est l'indication du privilège dont dispose une personne provenant d'un groupe opprimé et ostracisé mais qui, relativement à son propre peuple, a accès à certaines ressources et certains avantages. Dès qu'il y a un privilège, il y a la responsabilité de confronter ce privilège qui y est associée. La simple existence des privilèges n'est pas tant le problème en soi, il s'agit plutôt de la création de relations hiérarchiques ainsi que la condescendance et l'adaptation de comportement (involontaires) qui s'exercent lors de la mise en œuvre de la solidarité, qui empêchent la compréhension et la progression mutuelles.

Certaines personnes ont exprimé leur étonnement quand à l'ignorance des populations locales à propos des luttes similaires à la leur sur le reste du globe, et certaines ont tenté d'amoindrir le discours d'une victime car sa réalité quotidienne était trop dure pour les oreilles fragiles de l'occidentale. D'autres ont refusé toute forme de prise de conscience quand elles étaient critiquées pour avoir déformé le discours sur la lutte d'un peuple en employant des formes narratives qui aliénaient le peuple en question, en suggérant que le peuple opprimé devrait déjà être content de recevoir de l'attention.

Le problème repose dans la simplicité d'auto-légitimation dont dispose une personne privilégiée, avec laquelle elle peut écrire des livres entiers sur une région sans jamais y être allée. On peut illustrer cela par la blancheur masculine de toutes les conférences sur les luttes menées par les personnes de couleur. Il s'agit également de la fameuse expression de sympathie de la personne blanche pour une cause qui pousse ses partisan.ne.s à rejoindre le train en marche. Ce phénomène se retrouve aussi dans la vitesse avec laquelle les causes concernant des questions de vie ou de mort sont abandonnées comme une patate chaude dès qu'on se rend compte qu'elles sont plus compliquées qu'il ne paraissait.

Comme il est confortable pour un.e révolutionnaire de pouvoir balayer ses responsabilités et son identité sans plus de considérations ! Alors que de nombreux.ses gauchistes de pays privilégiés tiennent à faire savoir qu'il. le.s ne représentent aucun État, aucune armée, aucun gouvernement et aucune culture, il.le.s peuvent par ailleurs facilement analyser la situation de millions de personnes comme étant un seul bloc gigantesque. En effaçant leur propre contexte, il.le.s se permettent souvent un comportement aléatoire et individualiste, et se sentent généreux.ses et charitables quand il.le.s discutent entre elles/eux de qui «mérite» leur soutien, tandis que l'Autre est rendu.e flou.e à travers une identité abstraite.

De la camaraderie réfléchie et profonde dans la nuit la plus sombre

La manière dont est conçue la solidarité aujourd'hui dans l'esprit occidental a un autre effet dévastateur sur les mouvements : la compétition entre les peuples en lutte pour obtenir l'attention et les ressources. Plutôt que de tisser des liens de solidarité entre eux, les peuples en lutte sont forcés de se battre tout d'abord pour l'attention des gauchistes occidentaux, ce qui met les communautés en confrontation les unes avec les autres et cela s'avère destructif vis-à-vis de l'internationalisme. Comme le fait remarquer Umar Lateef Misgar, un activiste du Kashmir : il s'agit là d'une forme évoluée du credo colonial « diviser pour mieux régner ».

C'est tout particulièrement l'homme blanc éduqué qui a le luxe et le privilège de pouvoir rendre visite à n'importe quel lieu de révolution, pour se l'approprier comme il veut et pour y apporter son regard critique, sans y être impliqué et sans jamais avoir besoin d'être auto-critique. Il peut s'attacher internationalement et se détacher localement comme bon lui semble et vice versa, avec souvent un sens de propriété sans responsabilité.

Son identité transcende l'ethnicité, la nationalité, le genre, la classe, la sexualité, le physique et l'idéologie car il est l'incarnation du statu quo, de l'individu par défaut. Il ne connaît presque pas ni ne vit vraiment le sens de ce qu'est la déviance. Il ne sait pas que la plupart des luttes commencent par une demande de reconnaissance, d'une place dans l'histoire, car c'est lui qui l'écrit. Par conséquent, il ne peut souvent pas comprendre les motivations révolutionnaires allant au-delà de la théorie.

C'est la raison pour laquelle le purisme idéologique lui permet si facilement de laisser tomber la solidarité avec des luttes, et il s'agit peut-être bien là de la plus grande expression de ses privilèges : il peut se permettre d'être pur idéologiquement et dogmatiquement, il peut prêcher la cohérence théorique car sa préoccupation pour une lutte n'est pas une question de survie mais un simple intérêt parmi d'autres pour lui. Il n'est pas obligé de se salir les mains. Il peut détourner les yeux d'un peuple qui se bat pour sa survie, car ce n'est pas lui qui doit confronter ses idéaux à toutes sortes de réalités géopolitiques et socio-économiques, aux conflits ethniques et religieux, à la violence, à la guerre, aux traditions, aux traumatismes et à la pauvreté.

C'est également pour cette raison que les gens peuvent laisser tomber une cause aussi rapidement qu'ils l'ont adoptée, car résoudre les erreurs, les lacunes et les obstacles qui font forcément face aux révolutions leur demanderait un effort qu'ils ne sont pas prêts à faire. Les discussions théoriques ou les conférences accompagnées de petits fours et d'un verre conviennent souvent mieux pour sortir des diatribes radicales que l'enfer qu'est la Mésopotamie.

Quand les gens ne reçoivent pas de gratification immédiate - que leur mentalité capitaliste induite requière - ils peuvent rapidement lâcher les moments historiques des révolutions. L'option de quitter, d'abandonner une cause, une fois le charme romantique initial passé et quand la cruelle réalité montre sa figure, n'est tout simplement pas disponible pour le peuple qui lutte pour sa survie. Après tout, la véritable camaraderie prend tout son sens non pas au soleil, mais dans la plus froide des nuits.

Les luttes légitimes mises à l'épreuve

Il y a un certain temps, les militants d'extrême-gauche écrivaient des articles sur le Rojava qui n'avaient rien à voir avec les réalités du terrain de par leur transcription, à travers des suppositions et des sujets qui ne faisaient pas partie des préoccupations du peuple concerné. C'est rapidement devenu un débat exclusivement entre gauchistes occidentaux, où un homme blanc s'adressait à un autre, sans jamais s'être rendus dans la région concernée et sans avoir lu d'opinions autres que celles d'hommes blancs, trouvées sur Internet. Le Rojava servait alors de nouveau sujet à la mode sur lequel projeter toutes les idéologies et spéculations.

Bien sûr, les points de vue et les analyses critiques internationales sont cruciales pour le processus révolutionnaire, mais le dogmatisme, le chauvinisme et l'arrogance servent un dessein opposé. Malgré le fait que ces personnes étaient très loin d'organiser des révolutions chez elles, elles se sentaient toutefois en position de juger avec une position d'autorité de ce qu'il faut faire pour mener la révolution et ainsi donner des conseils de guidance à un peuple qui forme des communautés autonomes de femmes tout en combattant Daech.

D'une certaine manière, une déformation et une distorsion telles sont nécessaires pour justifier les images orientalistes et les interventions colonialistes.

Comme l'explique Sitharthan Sriharan, un activiste Tamil : « les gauchistes privilégiés, dans les actions qu'ils accomplissent, aident souvent à produire et à reproduire les forces contre lesquelles ils proclament justement se battre ».

Il est intéressant de voir comment les luttes qui ont été justifiées au long des décennies par les milliers de personnes y prenant part sont mises à l'épreuve du jugement des gauchistes occidentaux avant d'être approuvées comme méritant de l'attention. De telles estimations mettent à mal les mouvements de libération, dans le sens où il leur sera refusé l'attention et la représentation adéquates. Elles peuvent même provoquer des dégâts politiques, sociaux, économiques et émotionnels conséquents, conduire à de la désinformation et faire percevoir comme illégitimes des luttes entières à travers la domination du discours de groupes détachés.

Ces attitudes proviennent fondamentalement des idéologies euro-centrées qui ont établi leur impérialisme culturel par le biais du colonialisme, des dogmes modernistes et du capitalisme. La violence symbolique qui fait présenter l'histoire occidentale comme moderne et universelle se manifeste aujourd'hui sous la forme d'un orientalisme dans les sciences sociales, et elle affecte la manière dont de vastes sections de la gauche occidentale entendent la solidarité.

Conforter ses privilèges

L'hypothèse disant que la solidarité est uni-directionnelle, avec d'un côté celui ou celle qui «donne» et de l'autre celui ou celle qui «prend», est erronée de base. De nos jours, la solidarité, et surtout à l'époque de l'information et de la technologie numérique, est exprimée d'une manière qui dessine une relation dichotomique entre un sujet actif et pensant qui «fournit» la solidarité avec une cause, et un groupe qui ne réagit qu'en tant qu'objet passif, sans avoir le droit de donner un retour critique sur le type de solidarité qui est requis.

Les donneurs ou donatrices de solidarité peuvent surgir de n'importe où, effacer leur contexte et se proclamer en position de dominer le discours. Ils ou elles disposent de la vison d'aigle de l'observateur.trice, ce qui leur profère un point de vue analytique distant et une prétendue autorité due à leur soi-disant «impartialité». Cela crée immédiatement une hiérarchie et une attente envers le groupe recevant la solidarité, qui est sensé montrer de la gratitude et du respect au donneur ou à la donatrice de solidarité, ce qui laisse le groupe «recevant» la solidarité à la merci des personnes leur accordant de l'aide. Cela marque souvent la fin de la solidarité et le début de la charité.

Cependant, les groupes opprimés n'ont aucune obligation ou ne sont emplis d'aucune responsabilité de donner quelque chose en retour. Comme mon ami Hawzhin Azeez le fait remarquer depuis Kobanê : « Nous ne devrions pas remercier les personnes privilégiées de conforter leurs privilèges et de faire ce qui est juste. Nous ne devrions pas attendre moins d'elles car il s'agit là de la supposition implicite et sous-jacente à la «solidarité» ».

Les personnes se disant solidaires d'une cause doivent être prêtes à s'acquitter de la lourde charge du travail correspondant. Elles devraient se rappeler de leurs privilèges, les affronter constamment et les défaire afin de se servir de leurs propres personnes comme d'outils permettant d'amplifier les voix et les principes des mouvements desquels elles se disent solidaires, plutôt que de devenir la voix ou l'incarnation de la lutte elles-mêmes. Elles ne devraient pas attendre de gratitude et de médailles d'honneur pour avoir simplement effectué des actions éthiquement correctes, et certainement pas de la part de personnes marginalisées qui sont simplement contentes que quelqu'un.e parle de leur lutte existentielle.

De la charité à la solidarité, de l'enseignement à l'apprentissage

Le mouvement kurde pour la liberté se sert « de la critique et de l'auto-critique » comme de mécanismes productifs et éthiques permettant à une personne, aux autres et au groupe de s'améliorer. Critiquer les autres implique d'être capable de se critiquer soi-même. La critique n'a pas pour objectif de blesser les autres, elle est basée fondamentalement sur l'empathie, l'ho

Les actions solidaires n'immunisent pas une personne de la critique. Au contraire, elle est nécessaire dans celles-ci. Elles se fondent même dessus, afin de pouvoir être éthiquement correcte. Mais, à ce jour, les actions solidaires de la gauche euro-centrée sont largement dépourvues de ce type de critique, ce qui met en évidence les obstacles majeurs de la gauche occidentale pour s'organiser ou même mener des discussions sur des bases saines, ce qu'elle est incapable de faire actuellement. Fondamentalement, un.e vrai.e révolutionnaire est une personne qui commence le processus de révolution de façon interne et qui commence par elle-même.

La solidarité n'est pas une action de charité mais un processus horizontal, multi-dimensionnel, éducatif et multi-directionnel qui contribue à l'émancipation de toutes les personnes impliquées. Être solidaire signifie se mettre au même niveau les un.e.s avec les autres, de résister côte à côte. Cela signifie partager des compétences, des expériences, des connaissances et des idées sans perpétuer les relations fondées sur le pouvoir. La différence entre la charité et la solidarité est que dans un cas une personne est « inspirée » par une autre et veut lui enseigner quelque chose, tandis que dans l'autre, les individus s'appellent « camarades » entre eux et veulent apprendre.

Pour s'attaquer à ces problèmes, il n'est pas suffisant que chaque personne fasse sa propre critique. En réalité, nous avons besoin d'un nouveau paradigme de solidarité, dans lequel nous remettrions systématiquement en cause l'appropriation et l'abus de pouvoir et dans lequel nous mettrions en place des mécanismes d'éducation mutuelle et d'échange de points de vue dont nous nous assurerions de la validité.

La solidarité, à la base, cela signifie respecter et compatir avec les luttes les un.e.s des autres et se voir tou.te.s comme luttant du même côté quand on entame une démarche d'auto-libération mutuelle, sans ignorer les différents points de départ et contextes, les différentes histoires et identités. La plus grande récompense pour une solidarité véritable est le fait que toutes les personnes impliquées apprennent ensemble à organiser et à s'organiser. Par conséquent, dans l'absolu, comme le soulignent les personnes du Chiapas ou du Kurdistan par exemple, la solidarité cela signifie « allez faire la révolution chez vous ! ».

Les politiques d'identité sans aspect internationaliste seront toujours limitées, car elles ne peuvent pas apporter une plus grande émancipation dans un système global d'oppression et de violence, de la même manière que l'internationalisme sans respect des luttes ancrées localement restera superficiel et sans succès, car il ne reconnaît pas les profondes complexités des différentes causes des cris d'appels à la paix.

Renforcer mes bases renforcera les tiennes également, et c'est là la seule méthode d'interaction avec laquelle nous pourrons combattre l'ordre sexiste, raciste, impérialiste, capitaliste et meurtrier du monde.

Source

Kurdish Question
Traduction : Merhaba Hevalno

RÉPRESSION DE LA SEMAINE DES FIERTÉS LGBTI+ À ISTANBUL

Les émeutes de Stonewall qui ont éclaté le 28 juin 1969 suite à une descente de police dans un bar gay à Manhattan (New York) ont fort marqué la lutte de la communauté homosexuelle. Depuis, ce jour est commémoré chaque année un peu partout sous la forme de «(Gay) Pride» (Fierté). Alors que dans le monde occidental ces manifestations se sont vues largement récupérées par le capitalisme (notamment par le gay-business des boîtes de nuit), ailleurs dans le monde la Pride continue à être marquée d'un fort esprit de résistance. C'est le cas en Turquie. Mais la culture de la haine promue par le gouvernement tente d'écraser toute expression différente de sa propre norme. La guerre par l'État contre le mouvement kurde n'a pas épargné la lutte LGBTI+. Ces deux dernières années, le gouvernement a en effet tenté d'empêcher les Marches de la Fierté à Istanbul en les interdisant et en réprimant. Aujourd'hui en Turquie, la lutte LGBTI ne peut plus se penser séparément de la lutte pour la libération kurde ; les ponts entre elles sont multiples, et la guerre se propage. Dans le prochain numéro de ce mensuel nous aborderons cette question plus précisément. Les communiqués reproduit ci-dessous en disent déjà long là-dessus.

Les «Pride» en Turquie sont devenues ces dernières années de vraies journées de fierté et de résistance massive et n'ont pas encore cédé aux dérives commerciales comme c'est le cas en Europe. La toute 1ère marche contre l'homophobie et la transphobie a eu lieu à Istanbul en 2003 avec seulement 30 activistes LGBT, puis à Ankara en 2008 avec une centaine de personnes, et à Izmir et à Antalya en 2013. À Istanbul, le nombre de particpant.e.s n'a fait qu'augmenter de façon exponentielle : 5000 personnes en 2010 ; 15.000 en 2011 ; 100.000 en 2013 (la résistance du Parc Gezi ayant rejoint la marche) ainsi qu'en 2014. L'année 2015 marqua un tournant avec l'interdiction de la Pride pour la première fois, mais rassemblant malgré tout une foule énorme et déterminée. Quant à la «Trans Pride», sa première édition fut organisée en 2010 et s'est tenue chaque année jusqu'à maintenant, regroupant de plus en plus de monde. Cette année, le Gouverneur d'Istanbul a interdit tant la Marche de la Fierté Trans du 19 juin comme la Marche de la Fierté LGBTI+ du 26 juin, les deux grandes manifestations qui ouvrent et qui clôturent toute une semaine de discussions, de projections et d'ateliers. La première marche a tout de même eu lieu, et s'est vue confrontée à une forte violence policière, ce qui a poussé les organisateurs.ices de la deuxième à appeler à disperser la Pride.

Violences policières lors de la Marche pour la Fierté Trans

Voici un témoignage de Sara A. de Ceano-Vivas Núñez depuis Istanbul pour Rojava Azadi Madrid : « Dans les rues de Taksim (Istanbul), la Marche de la Fierté Trans a été brutalement réprimée par la police. Depuis midi les rues de Taksim ont été bloquées par des centaines d'anti-émeutes qui empêchaient les manifestant.e.s de se rassembler. Des petits groupes d'activistes ont essayé de mener tout de même le rassemblement mais ils ont été attaqués par la police avec des immenses quantités de gaz, des flash-ball et des canons à eau. Plusieurs personnes ont été arrêtées, et d'autres ont été blessées.

Le Gouverneur d'Istanbul a interdit pour la première fois la marche de la Fierté Trans sous prétexte de manque de sécurité pour les citoyens et les participants, et en appelant les habitants à collaborer avec les forces de l'ordre. Les organisations LGBTI pointent la responsabilité directe de cette insécurité en la personne du maire d'Istanbul, du chef de la police et du ministère de l'Intérieur sous le mandat de l'AKP. [...]

Des groupes ultranationalistes et islamistes ont déambulé dans les rues adjacentes et ont agressé différents groupes d'activistes LGBTI. [Certains] avaient communiqué publiquement qu'ils empêcheraient la réalisation de la manifestation. [...] L'année dernière, la Marche des Fiertés avait déjà été interdite sous prétexte qu'elle coïncidait avec le mois de Ramadan, et il y avait eu de fortes confrontations entre la police et les manifestant.e.s.

Il s'agissait là de la 7ème marche Fierté Trans qui se déroule en Turquie et qui ouvre la semaine de visibilisation des luttes LGBTI à travers des forums, des expos, des ateliers et d'autres activités. La semaine de lutte LGBTI à Istanbul est organisée par différents groupes et individus qui se réunissent depuis le début de l'année, de façon horizontale et anti-autoritaire. La semaine de lutte se termine avec la Marche des Fiertés […].

Malgré le fait qu'en Turquie l'homosexualité n'est pas pénalisée, il existe une hostilité profonde envers la communauté LGBTI, qui se traduit par des centaines d'assassinats et d'agressions chaque année, des crimes de haine visant principalement la prostitution trans-sexuelle, le manque de droits sanitaires et d'éducation, tout comme le mépris public par les autorités politiques4 et les médias. D'ailleurs cette semaine un journal conservateur et religieux [NdT: proche de l'AKP], Yeni Akit, a publié la nouvelle de la massacre d'Orlando en disant mot par mot : «50 gays pervers assassinés dans un bar». »

Source

Rojava Azadi Madrid

Traduction : Merhaba Hevalno

au Bakûr :

◆ **GEVER** : Le couvre-feu levé, les habitant.e.s reviennent ramasser le peu d'affaires qui leur restent parmi les ruines. Quant à Nusaybin, nous n'avons aucune nouvelle récente.

◆ Suite à la levée de l'impunité parlementaire des membres du HDP (cf. Merhaba Hevalno 4), la coprésidente Figen Yüksekdağ et le coprésident Selahattin Demirtaş, ainsi que 5 autres député.e.s, ont été convoqué.e.s au tribunal. Ayant pris la décision de ne plus reconnaître les tribunaux, les membres du HDP ont jusqu'à présent refusé de témoigner. [Kurdish Question]

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué de la 7ème Marche de la Fierté Trans (presque en entier) :

« La 7èmè Marche de la Fierté Trans que nous avons organisée a commencé dans la tristesse et la colère aux lendemains du massacre d'Orlando. Les discussions qui avaient commencé avant même de déplorer le massacre d'Orlando ont exposé l'ampleur de la culture de la haine qui est créée dans la société. Les appels au massacre par les djihadistes et les groupes salafistes dans les médias et les réseaux sociaux étaient complémentaires avec la décision du Bureau du Gouverneur d'interdire la marche et ont exposé la coalition entre ces groupes. Les autorités de l'État qui n'ont pas lancé des procédures judiciaires ont soutenu ces groupes assassins […].

On connaît cette collaboration depuis Sivas5,depuis Maraş6 !

On connaît cette collaboration depuis Suruç, depuis Amed, depuis Ankara7 !

On connaît cette collaboration depuis les assassinats de Trans et les selfies pris avec leurs assassins !

La Marche de la Fierté Trans, organisée 6 ans d'affilé sans avoir posé aucun problème à l'ordre public, a été terrorisée à la fois par l'État et les groupes puritains, en ciblant nos ami.e.s qui participaient à l'organisation de cette semaine. La culture de la haine créée dans la société constitue la base pour ces attaques et, à travers les médias, les LGBTI sont devenues des cibles.

Nous déclarons ici encore une fois ! Les parties responsables de toutes les attaques qui vont avoir lieu dû à cette culture de la haine sont le Maire d'Istanbul Vasıp Şahin, le Chef de la Police d'Istanbul Mustafa Çalışkan, le Ministre de l'Intérieur Efkan Ala et le gouvernement AKP qui est négligeant et qui encourage ceci.

Cet argument qui a commencé avec l'excuse du manque de respect pour le mois du Ramadan nous montre la place réservée aux personnes qui ne sont pas Turques, Musulmanes, Sunnites et hommes dans cette insensée Nouvelle Turquie. Cette sensibilité qui impose sa propre norme sur la totalité de la société et sur le destin de ceux et celles qui ne correspondent pas à cette norme n'amènera rien d'autre que le massacre de Kurdes, Alévi.e.s, Arménien.ne.s, Grecs.ques, Rroms, LGBTI, femmes, travailleurs.ses et ouvriers.ères.

Alors que toute opinion critique envers le Président exprimée sur Twitter résulte en des perquisitions, des arrestations, des emprisonnements, les appels publics à attaquer sont ignorés et les plaintes des défenseurs. ses des droits restent sans suites. Aucun.e d'entre nous n'est en sécurité dans ce pays où les groupes terroristes djihadistes se déplacent librement, où les frontières leurs sont ouvertes d'un bout du pays à l'autre, où leurs militants sont soignés dans les hôpitaux avant d'être renvoyés sur le front.

Dans ce contexte, la situation de la société trans est dans un pire état encore. Les individus trans qui ne peuvent se camoufler dans la vie sociale deviennent des cibles et sont dépourvu.e.s de leurs droits fondamentaux.

La République de Turquie, qui se définit comme un État social, usurpe notre droit à la vie, au logement, à l'éducation, à la santé et au mouvement, nous forçant à vivre dans une oppression comme on ne l'avait jamais connue.

Nous, les enfants de l'arc-en-ciel, crions encore une fois : […] N'oublions pas Orlando, ne laissons personne oublier ! Malgré la haine, vive la vie ! Les crimes de haine sont politiques ! »

Traduction du turc : LGBTI News Turkey
Traduction de l'anglais : Merhaba Hevalno

Descente de police à InfiAl pendant un atelier d'auto-défense anti-homophobie

Le collectif InfiAl commence avec les mots qui suivent le communiqué le lendemain de la perquisition de leur local à Taksim :

« Hier soir, autour de 23h30, pour la deuxième fois, une descente motivée par des scénarios mensongers de dénonciation, a été effectuée par les forces de sécurité, ciblant les activités organisées dans le cadre de la 14ème Semaine des Fiertés LGBTI+, dans le local anarchiste InfiAl à Istanbul.

Les forces de sécurité, menant autour de la Semaine des Fiertés une campagne de lynchage, et mettant les lieux d'activités sous blocus, accompagnées de fascistes, sont arrivées avec deux blindés Akrep, et une vingtaine de policiers en civil, afin de menacer et d'intimider les participant.e.s de l'Atelier «Autodéfense contre les attaques homophobes et transphobes». Ils ont voulu dans un premier temps fouiller le lieu, et, suite à la contestation, ont fait des contrôles de GBT (système de fichage et banque de données numérique commune à la police et à la gendarmerie). [...] »

[Source : infial.noblogs.org - Traduction : Kedistan]

au Bakûr - suite :

◆ **LICE** : Le 3 juin, l'État turc a annoncé la fin des opérations militaires dans la région de Lice au bout de 12 jours de bombardements. Ceci dit, les incendies continuent à faire des ravages dans les zones boisées de la région, et certains des villages qui ont été évacués pour y installer les soldats turcs sont occupés par l'armée. La région de Lice a été la cible des incendies par l'armée depuis la création de l'État turc : ses villages ont été brûlés d'abord en 1925 pour avoir soutenu la rébellion du Cheikh Saïd, puis en 1927, puis encore en 1993 et 1994 sous prétexte de collaboration avec les guérillas implantées dans les environs, et maintenant en 2015 et 2016. Néanmoins, les derniers bombardements sur les QG des guérillas vers Lice ne semblent pas les avoir beaucoup affectées. [ANF]

◆ La montagne de Cudi a été bombardée début juillet provoquant de forts incendies. Les environs de Şemdinli (Hakkari) viennent d'être mis sous couvre-feu.

◆ Le nombre d'actions menées par les différentes guérillas actives en Turquie n'a cessé de croître, avec l'arrivée de l'été et l'intensification de la guerre menée par l'État turc au Bakur. Des dizaines d'actions ont eu lieu pendant tout le mois de juin et début juillet, menées par le Mouvement Populaire Révolutionnaire Uni (HBDH), par les combattantes des YJS-Star (groupes de femmes d'autodéfense des quartiers), ou par les HPG (guérilla du PKK). Il s'agit d'actions de sabotage, des attaques contre des check-points de l'armée, des gendarmeries, des embuscades aux forces de l'ordre dans les villes et régions de Şirnak, Gabar, Hakkari, Mardin, Agri, Adiyaman, Osmaniye, Van. L'action la plus récente est l'attaque contre la gendarmerie de Cevizli, dans la région de Mardin : le commissariat a été entièrement détruit, et environ 40 soldats y ont perdu la vie. [ANF]

◆ Les locaux de l'association Aide et Solidarité au Rojava (cf. Merhaba Hevalno 3) ont été perquisitionnés par la police, sous prétexte que « ce n'est que le gouvernorat qui a le droit de distribuer de l'aide ». Tout le stock de nourriture a été confisqué, puis leur compte bancaire a été saisi. L'association collecte des tentes, de la nourriture et de l'argent en soutien aux habitant.e.s de la ville détruite de Cizre principalement. [Kurdish Question]

INTERDICTION DE LA PRIDE LGBTI+

Pour la deuxième année consécutive, la Marche des Fiertés a été interdite à Istanbul.

En 2015, des dizaines de milliers de personnes s'étaient tout de même rassemblées dans un esprit de résistance plutôt que festif, refusant de se disperser malgré les gaz et les canons à eau.8 Cette année, l'ambiance en Turquie étant électrique, entre les politiques de guerre du gouvernement AKP, et les attentats qui se multiplient, les organisateurs.trices de la Pride ont décidé d'annuler la marche, et d'appeler à se disperser et à lire le communiqué là où chacun.e se trouvait. De nombreuses vidéos de LGBTI lisant ce communiqué dans la rue, à la maison, au travail, ont alors circulé sur les réseaux sociaux.

On peut lire dans le tract pour la Marche des Fiertés à Lyon écrit par la CGA (Coordination de Groupes Anarchistes) à propos de l'interdiction de la Marche d'Istanbul : « Malgré tout, des centaines de personnes ont décidé de braver l'interdiction étatique et les menaces fascistes, et ont été aussitôt empêchées par l'emploi de gaz lacrymogènes et l'utilisation de fusils anti-émeutes par les forces de répression turques [...] ». D'après KAOS GL, les LGBTI ont résisté aux attaques de la police en se dispersant dans les rues de Taksim, Beyoğlu, Kadıköy et Şişli, donnant lieu à au moins 25 interpellations.

Nous reproduisons ici quelques extraits du communiqué de la 14ème Marche des Fiertés d'Istanbul :

« […] Nous défendons la paix au lieu de la guerre, le courage au lieu de la peur, et toutes celles et ceux qui sont opprimé.e.s. Nous montrons qu'un monde, une sexualité, un corps, une vie différent.e.s sont possibles. Ceux qui interdisent notre marche ont utilisé les « sensibilités de la société » comme excuse. Mais ce qui est protégé ce ne sont pas les sensibilités de la sociétés mais celles du gouvernement. La société n'est pas autre que nous.

[…] Nous élargissons nos espaces limités à travers la solidarité. Nous menons une révolution dans chaque rue où nous marchons, chaque jour de travail, dans chaque maison, chaque amour et chaque acte de faire l'amour. Nous sommes tué.e.s et nous renaissons à Istanbul, Ankara, Izmir, Antep, Diyarbakir, Mexico, Bangladesh et Orlando. Nous existerons toujours, nous crierons toujours notre existence, et nous serons toujours fier.ère.s de notre existence.[…]

Nous nous dispersons, nous sommes plus fort.e.s, plus grand.e.s, et plus bruyant.e.s. Ils ont raison d'avoir peur de nous parce que nous sommes en train de nous unir, de grandir et de marcher. »

[Traduction turc-anglais : Bianet – Traduction anglais-français : MerhabaHevalno]

Kedistan relaye le mot de la fin : « Nous n'avons pas pu réaliser notre marche pour les raisons que vous connaissez. Mais chaque LGBTI est une marche de fiertés, à lui/elle tout-e seul-e ! ».

Source
MerhabaHevalno

au Bakûr - suite :

◆ **IMMUNITÉ POUR L'ARMÉE** : Après la levée de l'immunité parlementaire des députés HDP, le Parlement de Turquie vient de voter une loi qui octroie l'immunité pour les soldats qui luttent contre les guérillas du PKK : désormais, ils ne pourront être jugés que dans le cadre de leurs fonctions et seulement si le gouvernement l'autorise. L'application de cette loi est rétroactive : elle s'applique depuis la fin du cessez-le-feu l'été 2015. [Rojava Azadi Madrid]

◆ La guerre contre les journalistes continue en Turquie. On a tout de même appris que Erol Önderoğlu (Reporters Sans Frontières), Şebnem Korur Fincancı (Association des Droits de l'Homme en Turquie TIHV) et un écrivain-journaliste Ahmet Nesin ont été libéré.e.s après avoir été enfermé.e.s pour « propagande d'une organisation terroriste ». Le procureur a tout de même réclamé jusqu'à 14 ans et 1/2 de prison contre eux. Le journaliste Bilal Güldem (DIHA), qui était en prison depuis le 23 avril, a aussi été libéré. 56 journalistes et «rédacteurs-en-chef de garde» du journal Özgür Gündem sont toujours sous enquête. [Bianet]

◆ Le 2 juillet c'était le 23ème anniversaire du massacre de Sivas. En 1993, lors d'un festival culturel alévi -Pir Sultan Abdal- une foule de fascistes a mis le feu à l'hôtel Madımak, où les participant.e.s étaient logé.e.s. Pour un texte explicatif et analytique, voir «Madimak brûle encore» sur kedistan.net.

◆ Selon les sources locales, le gouverner du district d'Akçakale (région d'Urfa) aurait assigné plusieurs maisons et garages à des membres de Daech, afin de faciliter les attaques de ce dernier contre les positions des forces kurdes de l'autre côté de la frontière. [ANF]

◆ **ŞİRNAK** : Après 10 jours de démolition constante dans les quartiers de Cudi et Nur dans le cadre du programme d'« expropriation d'urgence » (voir les Merhaba Hevalno 3 et 4), le tribunal administratif de Mardin a enfin ordonné la fin des «travaux». [ANF english]

◆ **SİİRT** : Un nouveau couvre-feu a été déclaré sur 11 communes de Siirt la première quinzaine de juillet. [Bianet]

La Turquie continue à commettre des crimes de guerre

Halte aux massacres et à la destruction de l'environnement au Kurdistan

Depuis juillet 2015, les forces armées de l'État turc mènent des opérations militaires brutales au Kurdistan. Ces opérations ont ravagé nombre de villes : (Sur/Diyarbakır, Cizre, Şırnak, Silopi, Nusaybin, Gever (Yüksekova), Hezex (İdil), Silvan, Derik, Kerboran (Dargeçit). Des milliers de personnes ont été cruellement massacrées, certaines dans la rue, d'autres dans leur maison, d'autres encore brûlées vives dans des caves où elles s'étaient réfugiées pour échapper aux bombardements de l'armée turque. Plus de 500 000 personnes déplacées par les opérations se trouvent aujourd'hui sans logement. Aujourd'hui, les opérations sont étendues dans tout le Kurdistan et entraînent des ravages encore plus grands.

Il y a 5 jours, les autorités turques ont placé 39 zones d'habitation du district de Lice (province de Diyarbakir) sous couvre-feu et entamé des opérations de grande envergure. Les avions de chasse et les hélicoptères turcs lâchent des bombes incendiaires sur les zones forestières et montagneuses de Lice et de ses environs, provoquant des destructions importantes de la faune et de la flore. Des dizaines de milliers d'hectares d'espaces verts ont été réduits en cendres. En même temps que les forêts, c'est les jardins et les champs agricoles des villageois qui sont incendiés, et donc leur source de revenu qui est détruite. Les habitants des zones visées sont contraints à l'exode. Certaines habitations ont été évacuées par la force et réquisitionnées par l'armée, d'autres ont été détruites.

La population est empêchée d'éteindre les incendies par ses propres moyens. Les personnes qui tentent d'intervenir sont soumises à des pressions ou placées en garde à vue. Les médias, les organisations de la société civile et les représentants des partis politiques sont interdits d'entrer dans la région. Les autorités turques ont classé cette région dans les zones militaires interdites afin de dissimuler les crimes qui y sont commis.

La situation est grave et requiert une réaction urgente. Sans réaction de la communauté internationale, on assistera certainement à une tragédie humaine et écologique irréversible. C'est pourquoi, nous appelons les organisations européennes et internationales à réagir d'urgence pour stopper les offensives brutales de l'État turc.

27/06/2016

Conseil démocratique kurde

en France

info@cdkf.fr

APPEL URGENT À FORMER UNE DÉLÉGATION INTERNATIONALE

Le Mouvement pour l'Écologie de Mésopotamie lance un appel international aux activistes et organisations pour rejoindre une délégation afin d'enquêter et prendre action contre la diffusion des incendies forestiers provoqués par l'armée turque au Kurdistan nord (Bakur). En 2015 environ 10.000 hectares de forêts et de champs agricoles avaient déjà été brûlés. Les personnes intéressées sont conviées à Amed (Diyarbakir) le 23 juillet dès le matin; contactez le mouvement par email: **mehdiplo@riseup.net** [Plus d'infos en anglais: www.mezopotamyaekolojihareketi.org]

« LES ANIMAUX AUSSI ONT UNE VIE »

Quand on pense au silence assourdissant autour des massacres perpétrés par l'armée turque contre les populations humaines de Bakur, on peut se douter du sort des animaux vivant, et mourant, dans ces mêmes campagnes, ces mêmes forêts, ces mêmes villes. Qu'il s'agisse d'animaux sauvages, d'élevage ou encore dits «de compagnie», étant donné que les animaux du monde entier sont victimes des pires violences humaines, il nous semble facile, et douloureux, d'imaginer leur situation dans un contexte de guerre. Pour lire le texte entier et regarder le film cité ci-dessous, voir le site Kedistan.net.

Selon le Centre d'Observation des Droits des Animaux d'Izmir (HAKIM) durant -seulement- les mois de janvier et février, au moins 2.672 animaux ont été tués dans un environnement quotidien.[…]

Les représentant.e.s du HAKIM précisent que dans les régions de conflits, notamment dans les villes kurdes sous couvre feu au Sud-Est de la Turquie, il a été impossible de connaître le bilan exact, et qu'il.le.s ont observé plusieurs centaines d'animaux tués durant les attaques.

C'est la première fois que les violations des droits des animaux sont rapportées d'une façon officielle. L'objectif de ce rapport est de mettre à la lumière du jour le fait, que les violences faites aux animaux ne sont pas des faits divers exceptionnels, ni des conséquences de comportements violents et déviants, mais des crimes qui font partie de la routine du quotidien. […]

Celles et ceux qui luttent pour les droits et la protection des animaux ne sont pas bien sûr dans ce contexte épargné.e.s.

Par exemple, courant janvier et février 2016, au moins 778 personnes ont été conduites devant la justice, accusées de « faire opposition à la chasse », considérée comme « sport » par l'État et soutenue officiellement comme elle l'est majoritairement dans le monde.

Le Centre d'Observation des Droits des Animaux d'Izmir mène donc un combat difficile dans une société où déjà la violence humaine s'est accrue, du fait des divisions entretenues par un régime qui en tire sa force, et instrumentalise les refoulés génocidaires. On est loin de la « tradition d'accueil et de générosité » vantée par tous les catalogues touristiques. Et pourtant elle existe, et ne demanderait qu'à s'exprimer, hors du chaos politique.

Il est une situation particulière, où souffrance humaine et animale se mêlent. C'est celle de l'état de guerre.

Lors de la conférence de presse du HAKIM, une vidéo réalisée par Özge Özgün a été projetée. Elle traite du sort conjoint des animaux et des humains sous « état de siège ». Le film apporte des témoignages des habitant.e.s de Sur, quartier de Diyarbakir. Vous la trouverez [sur Kedistan] avec la traduction des témoignages.

Les animaux qui partagent nos vies ne sont pas épargnés des conditions psychologiques, politiques, économiques, conflictuelles dans lesquelles nous nous trouvons. Comme si les violences de la « routine quotidienne » n'étaient pas suffisantes, dans des conditions de guerre, ils subissent eux aussi leur part…

Nous suivons sur Kedistan, le sort des animaux des villes du Kurdistan Nord, ces villes assiégées, où les habitant.e.s subissent la violence de l'État, périssent ou quittent leurs maisons… Leurs animaux, fermiers ou domestiques, ou encore leurs compagnons errants, sont sur le même bateau.

Le documentaire que Fatih Pinar avait tourné à Dargeçit, à la fin d'un siège de 19 jours, en témoignait déjà en décembre 2015. Ces images poignantes, ne nous ont pas quittés depuis…

A Sur, Diyarbakir, Nusaybin, Cizre, Silopi et dans d'autres villes un nombre inimaginable d'animaux a péri ou a été blessé, non seulement parce ce que se trouvant pris dans des affrontements, mais aussi pour certains parce qu'utilisés comme message de menace, tués, pendus, accrochés, dans ou devant des habitations.

Début avril, à Yüksekova, ville sous couvre-feu, les familles ne pouvaient pas retirer leurs morts de la rue. Les médias avaient rapportés que les chats affamés, mangeaient les cadavres… Le Préfet lui même a reconnu ces faits. […]

Source

kedistan.net

L'OFFENSIVE DE L'ALLIANCE KURDE DÉMANTÈLE L'ÉTAT ISLAMIQUE AU NORD DE LA SYRIE

Au-delà de son analyse de la situation militaire dans les zones où se confrontent les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) et l'État Islamique (EI) et le bon aperçu qu'il en donne, ce texte aborde deux sujets dont il nous semblait pertinent d'en dire plus. Premièrement, en ce qui concerne les attentats revendiqués par l'EI qui ont eu lieu récemment dans les pays occidentaux (dans le texte on parle de la France et des États-Unis), il semble assez clair que l'EI est en train d'amplifier ses actions en réaction à ses pertes militaires sur le terrain. Ceci dit, il ne faut pas oublier que les principales victimes de l'EI sont les populations locales. Le 6 juillet, et sans que cela ne fasse le moindre bruit dans les journaux occidentaux, presque 300 personnes sont mortes lors d'un attentat à Bagdad. Deuxièmement, c'est vrai que « le PYD a élargi sa proposition pour établir une région fédérale au nord de la Syrie ». Ce qu'on ne dit pas c'est que cette proposition d'élargissement fait polémique dans les médias régionaux, dont certains accusent les forces kurdes de coloniser les zones historiquement arabes… Mais comme Dilar Dirik le dit bien, n'ayant pas les connaissances adéquates des langues pour accéder à ces médias, nous avons du mal à en dire plus que ça.

Les différentes offensives lancées dernièrement contre l'État Islamique (EI) au nord de la Syrie et, plus particulièrement, celle dirigée par l'alliance kurde sur la ville de Manbij (de plus de 100.000 habitant.e.s) confirment que ce groupe djihadiste se trouve dans une situation d'extrême fragilité. Ceci est un fait qui pourrait expliquer les récents attentats contre les États-Unis et la France, étant donné que ça a été confirmé que des unités spéciales états-uniennes, françaises et même allemandes combattent auprès des Forces Démocratiques Syriennes (FDS).

Comme conséquence pratique de ces offensives, la capitale de l'autoproclamée État Islamique se retrouve pratiquement isolée du seul corridor qui lui restait vers l'extérieur -la frontière turque- ainsi que des zones d'Alep où il garde encore une présence significative. Au-delà de ça, et plus que jamais, la capitale du Califat -Raqqah- est sérieusement menacée, étant encerclée et isolée de Deir-er-Zor, l'autre grand noyau qu'il aurait toujours sous contrôle en Syrie.

Le fait que, malgré avoir été annoncé plusieurs jours en avance, l'EI n'ait pu empêcher l'avancée des FDS est déjà en soi un signe de la situation de fragilité dans laquelle il se trouve. C'est aussi le signe que, du coup, sa structure étatique commence à se démanteler, alors que celle-ci est le principal attrait de pub qui lui a permis d'attirer l'adhésion et la sympathie de différents mouvements djihadistes partout dans le monde.

Selon diverses sources d'information fiables -telles que l'Observatoire Syrien des Droits Humains et les témoignages de prisonniers-, l'utilisation dans les combats d'enfants-soldats, des gardiens municipaux sans une formation militaire suffisante, et les appels insistants pour que les habitants de Manbij, de Raqqah et de Deir-er-Zor rejoignent la défense de ces villes pour freiner les « infidèles » et les « athés » seraient une autre preuve de la progressive décomposition du Califat mené par Al Bagdadi.

L'actuelle offensive au nord de la Syrie a débuté le 24 mai avec l'opération « Nord de Raqqah », après que des avions de la coalition internationale eurent lancé des

tracts sur la capitale du Califat en demandant aux civil.e.s d'évacuer la ville. Depuis trois points différents, les Forces Démocratiques Syriennes, intégrées par des Kurdes, des Arabes, des Chrétien.ne.s et des Turkmènes, sous la direction des YPG/YPJ, avancent vers Raqqah et vers le barrage stratégique de Tabqa, avec l'objectif de libérer toute la région située au nord de la ville.

Une semaine après, l'offensive a été lancée contre Manbij en traversant le fleuve Euphrates et en encerclant cette ville de tous les côtés, en coupant ainsi toutes les routes qui l'unissent avec la propre Raqqah, avec la frontière de Jarablus et avec Alep à travers la ville de Al Bab, qui est actuellement aussi menacée tant par ceux et celles qui avancent depuis Manbij que par ceux et celles qui avancent depuis la zone de Marea, où les Kurdes d'Efrin ont réalisé des avancées significatives en combattant pour la première fois directement l'EI.

La nouvelle offensive a encore provoqué un conflit entre les États-Unis et la Turquie -alliés au sein de l'OTAN- étant donné que le gouvernement d'Ankara avait déclaré que le passage des YPG/YPJ vers la rive occidentale de l'Euphrate était une « ligne rouge » que la Turquie ne permettrait pas. Le gouvernement d'Erdogan craint que l'avancée des YPG/YPJ à l'ouest de l'Euphrate ait comme objectif ultime d'établir la connexion de la région de Kobanê et d'Efrîn, qui consoliderait sur le territoire l'autonomie kurde le long de la frontière turque, depuis l'Irak et pratiquement jusqu'à la Méditerranée.

Le problème s'est aggravé pas seulement parce que les forces menées par les YPG/YPJ ont dépassé cette « ligne rouge » mais aussi parce qu'avec elles et eux se trouvent des membres des unités spéciales états-uniennes, françaises et allemandes, qui portent parfois des insignes et des symboles des YPG/YPJ sur leurs uniformes, comme le montre une photo de l'AFP qui a été largement diffusée sur les réseaux sociaux et dans la presse turque.

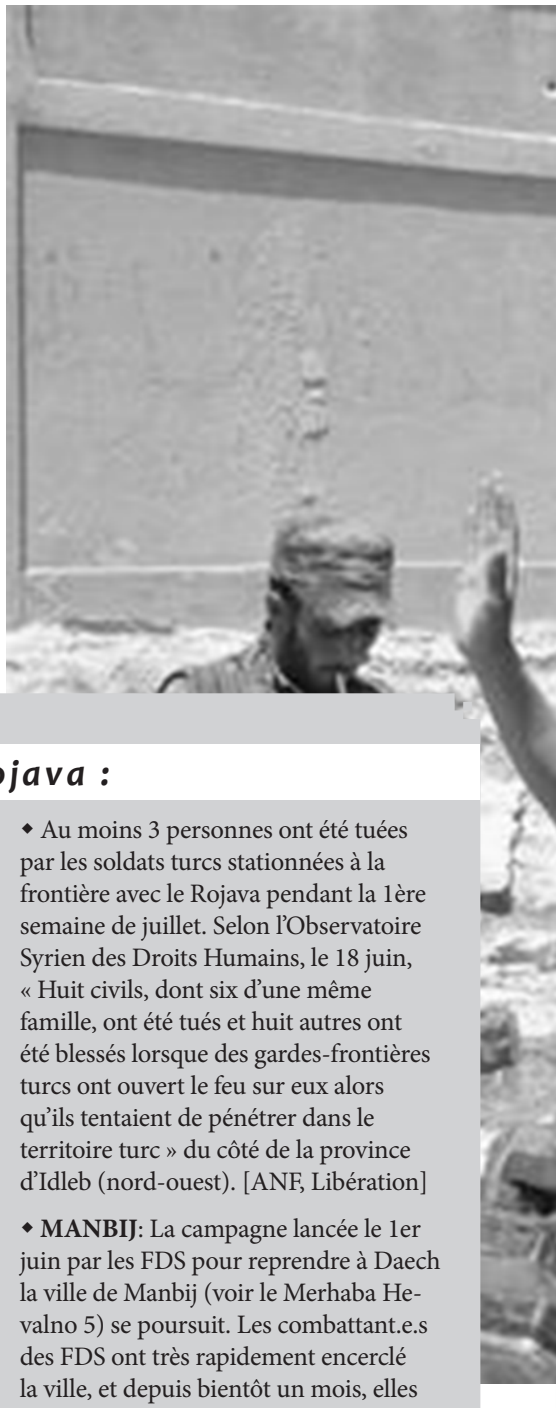
Afin d'éviter ce danger, la Turquie avait proposé que ce soit les groupes islamistes basés à Azaz qui expulsent l'EI de la frontière. Les États-Unis avaient accepté la proposition turque mais en fixant un délai que les milices soutenues par Ankara n'ont pas pu respecter. C'est pour cela que mi-mai, les États-Unis, la France et l'Allemagne, ont à nouveau soutenu les YPG/YPJ comme seule forme pour en finir avec la présence des djihadistes au nord de la Syrie.

Apparemment, les États-Unis ont promis à la Turquie que les YPG/YPJ se retireront vers leurs bases à Kobanê une fois l'occupation de Manbij aboutie. Promesse difficile à tenir puisqu'une bonne partie des villages et des hameaux « libérés » dans cette offensive sont précisément habités par des Kurdes qui n'accepteraient aucune autre milice que la leur.

D'ailleurs, le PYD a élargi sa proposition pour établir une région fédérale au nord de la Syrie, qui inclurait non seulement les villes d'Azaz, Jarablus, Al Bab et Manbij, mais aussi la propre ville de Raqqah et même la zone habitée par des Turkmènes entre Efrîn et la mer Méditerranée.

Source

Rojava Azadi Madrid



au Rojava :

◆ **Radio Kobanê** est du retour sur les ondes ! Créée en décembre 2012, arrêtée pendant la guerre contre Daech puis reprise après la libération de la ville, Radio Kobanê s'est fait saboté récemment par les hackeurs du gouvernement turc. Sur la fréquence 104.3, elle diffuse des émissions en Kurde et en Arabe, dans une zone d'environ 100 km autour de la ville [Jinha]

◆ **QAMIŞLO** : Lors d'une conférence de presse début juillet, des membres du TEV-DEM ont affirmé que la ville de Qamişlo a été choisie comme capitale officielle du Rojava. Illes ont profité pour déclarer que l'université de Rojava, située à Qamişlo, ouvrira ses portes pendant la fête de l'Aïd. [ANF, Ekurd]

◆ **ALEP** : Plus de 1500 civil.e.s ont été kidnappé.e.s et des centaines d'autres massacré.e.s par Daech lors des attaques ces derniers mois contre une centaine de villages kurdes aux alentours de la ville d'Al Bab (région d'Alep). Plus de 30.000 personnes ont pris la fuite. En comparant les massacres au génocide des Yezidi.e.s de Shengal, certaines sources confirment que les membres de Daech nourrissaient leurs chiens avec les cadavres de leurs victimes. [ANF]

◆ **HASSAKÉ** : La veille des célébrations de l'Aïd, un attentat suicide revendiqué par Daech, a tué 16 personnes et blessé une quarantaine d'autres dans le quartier kurde de Salihiye dans la ville de Hassaké (nord-est de la Syrie). [ANF]

◆ Au moins 3 personnes ont été tuées par les soldats turcs stationnées à la frontière avec le Rojava pendant la 1ère semaine de juillet. Selon l'Observatoire Syrien des Droits Humains, le 18 juin, « Huit civils, dont six d'une même famille, ont été tués et huit autres ont été blessés lorsque des gardes-frontières turcs ont ouvert le feu sur eux alors qu'ils tentaient de pénétrer dans le territoire turc » du côté de la province d'Idleb (nord-ouest). [ANF, Libération]

◆ **MANBIJ**: La campagne lancée le 1er juin par les FDS pour reprendre à Daech la ville de Manbij (voir le Merhaba Hevalno 5) se poursuit. Les combattant.e.s des FDS ont très rapidement encerclé la ville, et depuis bientôt un mois, elles se battent contre Daech dans la ville et en ont déjà pris contrôle de certaines parties. La présence de quelques soldats nord-américains, français et allemands (en tant que conseillers, et avec du renfort en artillerie lourde) a lancé des polémiques et a fait grincer des dents le gouvernement syrien. [ANF, Le Phenix Kurde]

◆ 492 enfants du Camp de Migrant.e.s à Efrîn sont affecté.e.s par des maladies infectieuses, dû à la chaleur et surtout à un manque de médicaments. L'aide des organisations internationales de la santé est nécessaire. [ANF] Le problème est l'acheminement de l'aide car la Turquie bloque les convois humanitaires.

« Komîna fîlm » affiche Charlot à Kobanê

« Komîna fîlm a Rojava » (Film de la Commune au Kurdistan syrien) a été crée pour faire revivre le cinéma au Rojava, pour le public et pour que le cinéma de création revive, en relation avec le monde entier. Voici des extraits de leur charte :

« Sans oublier le souvenir du massacre d'Amuda Cinema, et sachant que la seule façon de faire revivre cette mémoire sera le travail cinématographique, cette commune a été établie. Tous nos cinéastes amis devraient savoir que l'art et l'esthétique ne peuvent survivre dans un endroit où la liberté de pensée et d'expression ne sont pas disponibles… Notre commune a été créée afin de soutenir et d'aider nos amis travailleurs du cinéma, à l'intérieur et à l'extérieur du Kurdistan syrien. Et afin de produire des long-métrages et des documentaires et projeter ceux déjà produits pour notre peuple. [...] Nous ne permettrons pas au cinéma, d'être réduit à devenir un outil industriel, ou un objet consommable et épuisable. Les places de nos villages deviendront nos centres de culture et d'art. Nos usines et nos restaurants deviendront les salles de cinéma. Nos rues animées seront nos films, ensembles. »

Faire renaître le Cinéma dans un territoire en guerre est une gageure qu'a relevé Komîna fîlm. D'abord pour projeter des films, et le choix de Chaplin pour les enfants et les plus grands pour démarrer a un sens. Certes, derrière l'imagerie du sourire retrouvé des enfants, il faut être conscient.e qu'il s'agit d'un choix politique, et que les moyens récoltés pour ces actions visent à souder les populations, et à redonner un peu de bonheur et d'art, là où les préoccupations de survie sont dominantes. Comment pourrait-il en être autrement ?

Le premier film produit par Komîna fîlm a Rojava, « Roza – Welatê Du Çeman » (Roza, la terre de deux rivières) dont vous pourrez trouver le trailer sur leur site, apparaît comme un film très militant, au raz de la lutte politique et de la lutte armée, c'est un documentaire. Il explore le processus de révolution au Kurdistan syrien, avec des portraits d'Assyriennes, Kurdes, Arabes. Ces peuples sont soumis aux attaques d'ISIS, et pourtant ils tentent de construire un système communautaire avec l'autonomie démocratique comme fil à plomb. Le documentaire montre aussi les effets de la guerre sur la vie des gens. […]

La résurrection d'un Cinéma, surtout en zones de guerre, mérite d'être signalée et soutenue. [...]

Ne manquez surtout pas cette année en août, le 39e Festival de cinéma de Douarnenez (France), du 19 au 27 août prochain, consacré cette année aux « Peuples de Turquie ». Kedistan y sera présent durant toute la semaine. Vous pourrez y visionner aussi des films kurdes, et rencontrer des réalisateurs. […] [Kedistan vous propose une] courte vidéo sur la préparation d'une séance du « Kid », par Komîna fîlm.

Source : Kedistan

Appel international à la Solidarité des Femmes à l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugié.e.s

Plateforme de Lutte pour les Femmes Tenues en Captivité

Nous avons reçu cet appel pour le 20 juin bien trop tard pour pouvoir l'inclure dans le mensuel précédent, mais il est malheureusement toujours d'actualité, et le soutien à ce combat reste autant nécessaire. Par contre, nous tenons à faire une brève mise en contexte. Bien que l'État Islamique incarne un exemple grossier et extrême de la violence patriarcale, nous refusons de tomber dans le piège que nous tendent les gouvernements occidentaux et leurs médias, qui voudraient nous faire croire que seules les forces islamistes sont capables d'une telle violence. Les États de la région et les États occidentaux sont très clairement complices de l'État Islamique, et eux-mêmes promeuvent des politiques d'une extrême violence sexiste envers les femmes et toutes identités de genre autre que «homme cis hétéro».

Chères femmes du monde entier :

Nous considérons comme attaques patriarcales et impérialistes contre toutes les femmes du monde entier les pratiques sexistes de Daech ; c'est-à-dire les pratiques systématiques de tortures sexuelles, de viol, d'esclavage, de conversion de femmes en odalisques [NdT : terme utilisé pour les femmes dans les harems turcs, particulièrement à l'époque des sultans ottomans], pratiques qui ne cherchent qu'à transformer les corps des femmes en zones de guerres territoriales et patriarcales.

En outre, nous sommes témoins du viol systématique ainsi que d'autres formes de violences sexuelles en tant que composantes fondatrices des politiques génocidaires de Daech contre les peuples Yézidis. Environ 5.000 femmes et filles, dont beaucoup sont des Yézidies, après avoir été kidnappées par Daech en tant que butins de guerre, sont ensuite vendues à maintes reprises sur les marchés d'esclaves et d'odalisques et sont tenues en captivité dans une grande zone géographique comprenant l'Irak, la Syrie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et la Turquie.

Ayant réussi à prendre la fuite après avoir mené une lutte extraordinaire, certaines de ces femmes ont fini par rejoindre les unités d'autodéfense afin de défendre et libérer leurs zones géographiques. Ce sont des femmes qui remettent en question la persécution dont elles ont été victimes, qui participent aux processus politiques, qui exercent le droit de se défendre, qui luttent pour la mémoire de toutes les femmes qui ont perdu la vie lors des attaques et pour la liberté de toutes les femmes tenues en captivité. Il s'agit avant tout des femmes qui luttent pour leurs vies dans les camps de réfugié.e.s, et qui sont en train de les reconstruire, au-delà des rôles de genre dans lesquels l'ordre patriarcal mondial les a assignées à la place de victime.

Aujourd'hui, le 20 juin, en tant que Plateforme de Lutte pour les Femmes Tenues en Captivité, nous dédions cette Journée Mondiale des Réfugié.e.s à la résistance glorieuse des femmes du Moyen-Orient qui sont en train de réécrire l'histoire de l'exil. Nous vous appelons à faire la même chose.

Nous apprécierons énormément toute initiative telle que des manifestations et activités parallèles, et nous vous demandons également de nous envoyer vos messages de solidarité écrits ou visuels pour la journée du 20 juin. Au sein des réunions et à travers des médias, nous nous assurerons que vos messages de solidarité seront partagés avec les femmes kurdes du Moyen-Orient et les femmes du monde entier.

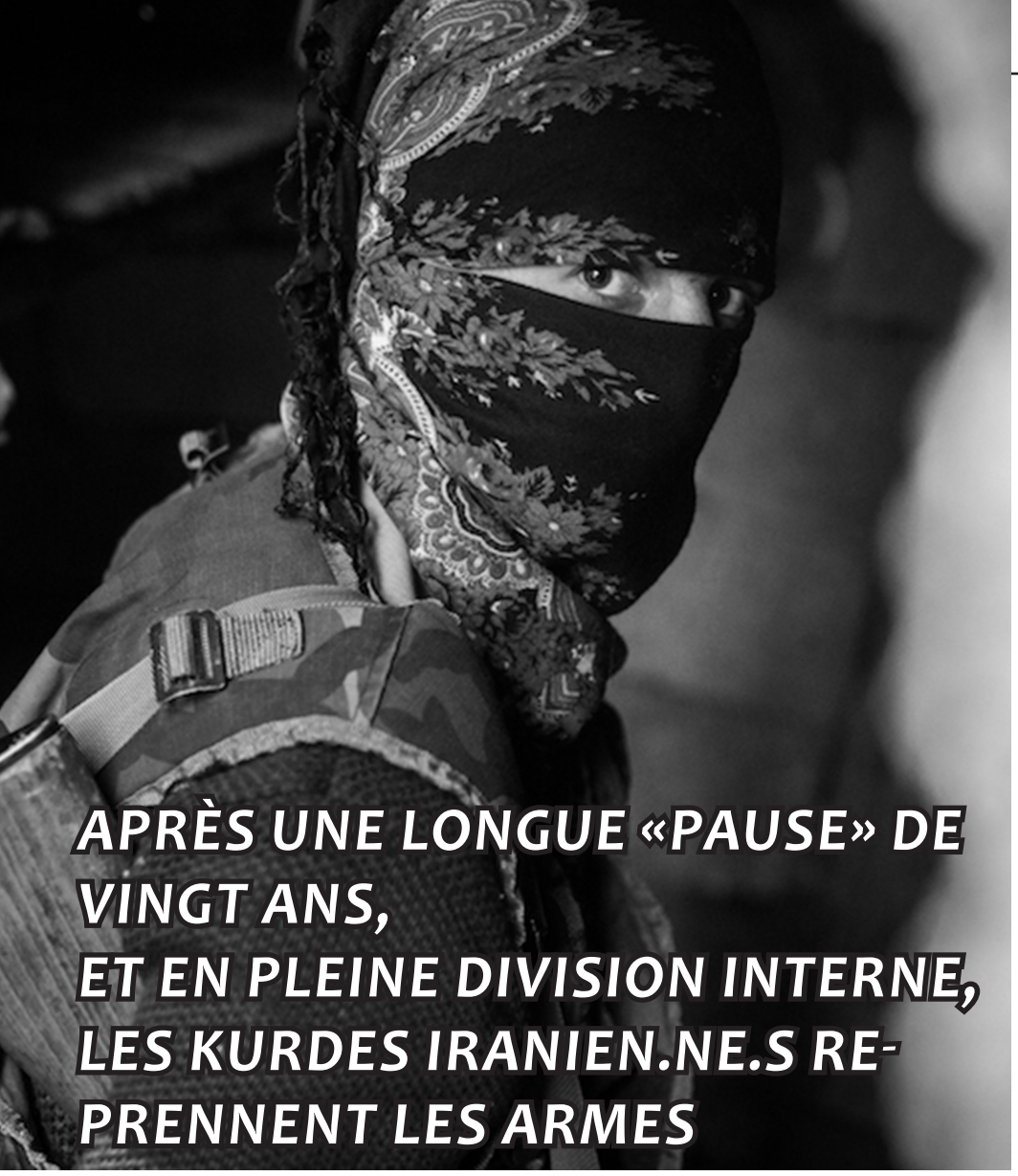
Vive la Solidarité des Femmes !

Source

Plateforme de Lutte pour les Femmes Tenues en Captivité

au Başur :

◆ Les identités de 9 agents contre-guérrillas des MIT et DE Parastin -services secrets de la Turquie et du KDP respectivement- ont été dévoilées au Basur. Les villes de Duhok, Hewlêr and Sulaymaniyah abritent les principaux centres d'entraînement de ces agents, qui opèrent au Mont Qandil et autres endroits du Basur contre toutes les guérillas (pas seulement le PKK), et qui sont suspectés d'être aussi présents au Rojava. [ANF]



APRÈS UNE LONGUE «PAUSE» DE VINGT ANS, ET EN PLEINE DIVISION INTERNE, LES KURDES IRANIEN.NE.S RE-PRENNENT LES ARMES

Avec la reprise des conflits entre les groupes armés kurdes et l'État iranien, il y a de plus en plus d'informations qui circulent sur internet à propos de cette partie du Kurdistan. Elle reste pourtant peu connue, et ce malgré son histoire riche (y a eu lieu notamment la première expérience d'État autonome kurde en 1946). Voici une tentative de retracer des morceaux de l'histoire du Rojhelat afin de mieux comprendre les enjeux des différentes composantes de l'opposition kurde en Iran ainsi que les divisions qui existent au sein du mouvement même. Ce texte a été rédigé à partir de deux articles publiés (en anglais) sur le site almonitor.com : «Les Kurdes Iraniens se soulèvent lorsque leurs dirigeants restent divisés» par Amberin Zaman (mai 2015), et «Après une pause de 20 ans, ces Kurdes iraniens sont en train de reprendre les armes» par Mahmut Bozarslan (1er juillet 2016)

Réprimé.e.s depuis fort longtemps, les Kurdes d'Iran, y compris certain.e.s membres du Parti pour une Vie Libre en Kurdistan (PJAK)1, continuent à subir l'enfermement et la torture. Ces dernières années, le nombre d'exécutions n'a cessé de croître. Alors que les Kurdes en Turquie, Syrie et Irak continuent à faire de gros titres dans la presse internationale dans le contexte de la guerre contre Daech, la situation désespérée de leurs frères et sœurs en Iran continue à passer largement inaperçue.

Début mai 2015, des centaines de Kurdes iranien.ne.s sont descendu.e.s dans les rues de la ville de Mahabad pour manifester contre la mort mystérieuse d'une femme de chambre kurde. Le 7 mai, Farinaz Khosravani est tombée de la fenêtre d'une chambre au quatrième étage de l'Hôtel Tara. Les manifestant.e.s maintiennent que la femme, âgé de 25 ans, aurait sauté pour éviter de se faire violer par un agent de sécurité de l'État iranien. Lorsque la nouvelle de sa mort s'est répandue dans la ville, les habitant.e.s en colère se sont heurté.e.s à la police avant de mettre le feu à l'hôtel.

Les partis, ainsi que des militant.e.s kurdes, cherchaient alors à présenter ces événements comme les signes précurseurs d'une « Intifada » kurde. Ceci était dû largement au fait que les événements ont eu lieu à Mahabad, une ville qui tient une place mythique dans la tradition nationaliste kurde en Iran.

C'est là qu'en 1946, avec le soutien de l'Union Soviétique, fut établi le premier (et éphémère) État kurde indépendant. Sous la direction de Qazi Mohammed, clerc sunnite largement respecté, ce mini-État possédait son propre cabinet ainsi que sa propre armée. Mais au moment où l'armée soviétique s'est retirée suite aux pressions venant de l'occident, le gouvernement iranien a vite rétabli son emprise sur la région, notamment avec l'aide des tribus kurdes fidèles à l'État. L'État de Mahabad est alors tombé, à peine un an après sa création. Qazi Mohammed fut pendu publiquement (de même que des militant.e.s kurdes de nos jours). Toute expression ouverte de l'identité kurde fut interdite.

En juin 2016, un peu plus d'un an après les événements de Mahabad, la nouvelle s'est répandue concernant les affrontements qui ont eu lieu à Shino (petite ville kurde située à l'ouest de l'Iran) entre un groupe armé et les Gardiens de la Révolution Islamique. Peu de temps après, on a eu confirmation qu'il s'agissait des peshmergas (combattants) appartenant au Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI)2. L'État iranien a répondu en bombardant des campements de la guérilla du PDKI situés sur la frontière Irakienne.

Alors qu'il n'avait pas pris les armes depuis environ 20 ans, pourquoi le PDKI aurait-il soudainement repris ses activités ? Depuis sa création en 1945, le PDKI menait une lutte armée contre Téhéran, et ce jusqu'en 1996 lorsqu'il avait décidé de poser les armes afin d'éviter que les Kurdes du nord de l'Irak ne subissent de représailles alors que ces dernier.e.s venaient de prendre le contrôle de leur région. C'est aussi à ce moment que les forces armées du PDKI se sont déplacées vers le Kurdistan irakien, après y avoir été invitées par les dirigeants Jalal Talabani et Massoud Barzani.

Ceux et celles du PDKI qui avaient renoncé au militantisme et qui ont ensuite passé des années avec leurs familles dans les camps de réfugie.e.s dans la région kurde d'Irak n'auraient peut être jamais cru qu'un jour il.le.s reprendraient les armes contre l'Iran.

Quelles ont été les motivations du PDKI dans son changement de cap ? Quel effet ce conflit aura-t-il sur la région autonome du Kurdistan irakien, étant donné que ce dernier vient de signer des accords économique avec l'Iran ? Hadi Azizi, militant politique kurde-iranien, estime que ces nouveaux affrontements n'auront pas d'influence sur le GRK : « Le Kurdistan Sud [Gouvernement Régional du Kurdistan, GRK] n'est plus pareil qu'avant. Il est en bons termes avec les puissances mondiales. Les peshmergas ont rendu service à l'humanité en se battant contre l'État Islamique. Ils jouissent de bons soutiens. Il [le GRK] ne peut pas demeurer impassible pour préserver ses propres intérêts. »

Ceci dit, l'analyste politique et habitant d'Erbil (capitale du Kurdistan irakien), Hasssan Sukru, croit cependant que ces conflits annoncent le début d'une nouvelle époque.

Divisions politiques à l'intérieur du mouvement

Ces divergences d'opinions -concernant les effets potentiels de cette reprise des conflits- ont beau ne pas être trop virulentes, elles s'inscrivent néanmoins dans ce que ressemble (de loin) à une ambiance générale dans laquelle les divisions politiques et les conflits d'intérêts servent à diviser les différentes composantes du mouvement.

Selon Abdul Rahman Ghassemlou, fondateur et chef du PDKI, la chute de l'État kurde de Mahabad fut le déclencheur d'une période marquée par une « dépression politique généralisée ». Son parti dominait la scène politique kurde en Iran jusqu'à l'assassinat de Ghassemlou par les services secrets iraniens à Vienne en 1989.

Dans la constitution iranienne, les peuples non-Perses ont, en théorie, le droit de recevoir une éducation dans leurs langues maternelles. Ceci dit, ces lois n'ont jamais été appliquées.

Sous le régime de Mohammad Khatami, président iranien entre 1997 et 2005, les Kurdes iraniens ont connu une période de relâchement politique et social sur certains niveaux : l'école en Kurde a été autorisée, environ 30 Kurdes ont été élu.e.s au Majles (parlement national). Certaines sources affirment que le président actuel Houssan Rouhani serait favorable à d'autres réformes. Les manifestations en octobre 2014 en solidarité avec les Kurdes de Syrie ont été la première fois depuis 1979 que des Kurdes iranien. ne.s ont pu manifester paisiblement.

La langue kurde n'a jamais été criminalisée en Iran, comme ce fut le cas pendant plusieurs décennies en Turquie. C'est possible que ceci soit grâce aux racines communes de la langue nationale iranienne (le Farsi) et les deux dialectes kurdes parlés dans le pays (le Sorani et le Pehlewan). Ceci dit, contrairement à la Turquie, en Iran, tout parti politique kurde est interdit.

La République Islamique est le deuxième pays au monde en termes d'exécutions après la Chine. Malgré les promesses de la part du président Rouhani d'y mettre fin, les associations des Droits de l'Homme affirment que le nombre d'exécutions ne cesse de croître. En 2014, 740 personnes furent exécutées, soit une hausse de 10 % par rapport à l'année d'avant, et au moins 350 ont été exécutées entre janvier et avril 2015.

Les partisan.e.s du PJAK affirment que leur parti est le mouvement kurde le plus influent en Iran, comptant des « milliers » de combattant.e.s et ayant les moyens de parvenir à obtenir des droits pour les Kurdes. En septembre 2011, ces combattant.e.s ont été obligé.e.s de poser leurs armes et de repartir vers les montagnes de Qandil (NdT : montagnes situées dans la région kurde en Irak), suite à une importante offensive de la part de l'armée iranienne et la mort de plusieurs centaines de personnes.

Pour les rivaux du PJAK, ce dernier n'est rien d'autre qu'un intrus. Ceci parce que, à la base, le PJAK fut soi-disant établi par un autre mouvement de guérilla kurde ayant ses racines en Turquie : le PKK.

Selon Ahmet Sumbul (journaliste vétéran kurde originaire de Turquie), qui est revenu récemment d'une mission secrète dans la région kurde en Iran, les images d'Öcalan sont monnaie courante dans les maisons des gens ordinaires : « Il semble que le PKK et le PJAK soient en train de recruter plus que n'importe quel autre groupe ».

La popularité croissante du PKK agace ses rivaux

« [Le PJAK] n'est pas un parti kurde iranien, mais une création du PKK », a déclaré Abdullah Mohtadi, leader d'un des autres groupes principaux des Kurdes en Iran, le Parti Komala3 du Kurdistan iranien.

Lors d'un entretien de trois heures à son quartier général situé dans la périphérie de la ville de Sulaimaniyah dans la région kurde d'Irak, Mohtadi partage avec Amberin Zaman4, un aperçu des hauts et des bas du mouvement kurde en Iran. Il a rappelé l'âge d'or du mouvement pendant la période qui a suivi la révolution iranienne de 1979 et pendant laquelle le PDKI, sous la direction de Komala et Ghassemlou, contrôlait des larges étendues de territoire sur la frontière irakienne. Le nouveau régime iranien, enlisé dans une guerre sanglante avec l'Irak, n'y prêtait pas attention.

Mais l'histoire s'est répétée encore une fois : une fois la guerre finie, le régime a réimposé son contrôle sur le territoire. Des milliers de Kurdes iranien.ne.s ont été massacré.e.s. Les survivant.e.s ont fui vers l'Irak. Komala et le PDKI ont alors commencé à se battre entre eux, et les deux ont également fini par se retirer en Irak. Aujourd'hui, ces partis ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils ont été ; désormais, leurs combattant.e.s ne se comptent plus par milliers, mais par centaines. Des divisions internes amères ont fini par créer des ruptures. Désormais, il existe deux partis Komala, ainsi que deux partis PDKI.

Khalid Azizi, dirigeant d'une des factions du PDKI, attribuait ces ruptures à des « conflits de personnalités ». Il affirmait que, pour être efficace, il fallait que les Kurdes iranien.ne.s s'unissent ; « Nous essayons ». Mais ses collègues au sein du PDKI s'y montrent sceptiques.

Une ambiance surréaliste règne sur le quartier général du PDKI, situé près de la ville de Khoya dans la région kurde de l'Irak. On y voit des jeunes combattantes, les kalachnikovs sur l'épaule, se promener tranquillement dans les jardins verdoyants. Une de ces combattantes, qui se faisait appeler Sahra, disait qu'elle était originaire de Mahabad. Elle était venue rejoindre le PDKI trois mois auparavant : « En Iran, les femmes n'ont aucun droit. Ici je me sens libre, je vis comme j'en ai envie. » Mina, qui a 25 ans, est arrivée ici il y a 4 mois : « Je suis venue ici pour me battre pour l'indépendance du Kurdistan ».

Cependant, Azizi insiste sur le fait que son parti ne partage pas les mêmes buts, répétant le fameux slogan du PDKI : « Démocratie pour l'Iran, Autonomie pour le Kurdistan ».

Reste à savoir l'efficacité de ce groupe au-delà des murs de son enceinte. Comme l'a exprimé Abbas Vali (universitaire kurde iranien basé à Istanbul) : « Tous ces partis restent figés dans le passé et sont complètement dépendants des Kurdes d'Irak. Croyant que le régime allait s'effondrer, aucun d'eux n'a mis le moindre effort dans la création d'un mouvement clandestin en Iran. Ce calcul s'est avéré erroné. »

Ce sont finalement le PJAK et le PKK qui sont en train de combler ce vide politique. Mais Vali a tendance à croire que leur influence est assez limitée. « N'importe quel parti qui essaie d'imposer une seule formule pour tou. te.s les Kurdes est loin de la réalité. »

Quel avenir?

Les affrontements entre les guérillas et le régime continuent, le PDKI a affirmé que les attaques allaient s'intensifier. Cependant, Hassan Sukru, analyste politique kurde iranien basé à Erbil, ne croit pas que ceci soit faisable : « Tenant compte des réalités militaires, je ne crois pas qu'il [le PDKI] puisse mener des opérations d'ampleur. Il avait maintenu des relations avec l'État iranien pendant les années 1980 et 1990. L'Iran joue un rôle majeur dans la politique du GRK en Irak. Le PDKI n'a pas beaucoup d'influence parmi les jeunes. Il s'agit d'un mouvement migratoire : ses combattant.e.s viennent se battre pendant deux mois, puis rentrent à la maison. Ceci dit, ils et elles sont capables de lancer une guerre de guérilla. Jusqu'à présent, l'Iran n'a pas exercé de représailles contre le Kurdistan irakien alors que c'est de là-bas que les Kurdes iranien.ne.s lancent les attaques. L'État iranien a veillé à ne pas briser ses liens avec la région kurde d'Irak. »

Le PDKI a affirmé avoir tué sept soldats iraniens lors des affrontements qui ont eu lieu le 27 juin à Sakiz. Étant donné que ni les pays de la région, ni les puissances mondiales n'ont toujours pas pris position par rapport à ces nouveaux affrontements, les avis sur les effets que ces ceux-ci pourraient avoir sur la région restent jusqu'à présent purement spéculatifs. Alors que le PDKI déclare son intention de continuer ses attaques, dès que l'hiver arrivera, celles-ci vont devoir cesser pendant une période prolongée5.

Source

Amberin Zaman (mai 2015), Mahmut Bozarslan (1er juillet 2016)
traduction : Merhaba Hevalno

au Rojhilat :

◆ Le prisonnier politique kurde Ayoub Assadi, enfermé depuis juin 2011, est en grève de la faim depuis le 7 juin. Plutôt que de prendre en compte les nombreuses demandes de transfert de la part des médecins de la prison, la direction pénitentiaire a décidé de le mettre en isolement en espérant qu'il décide de mettre fin à son action. Le procureur de Kashmar a déclaré : « Tant qu'il continue sa grève de la faim, il restera en isolement et il y mourra. » [Rojhelat.info]

◆ **AFFRONTEMENTS** : Depuis le début du mois, il y a eu plusieurs confrontations entre les forces armées kurdes et les Gardiens de la Révolution Islamique. Le 11 juin, 4 combattant.e.s ont été assassiné.e.s. Le 28 juin, ce sont 11 combattant.e.s et 3 soldats d'unités d'élite qui sont morts lors des affrontements dans la région de Sarvabad. Selon un communiqué publié le 16 juin par le PDKI, « un groupe de cadres politiques, accompagné d'un peloton de peshmergas, s'est rendu dans les villages de Sergiz et Qeresqe (province de Shno). Ils se sont fait tirer dessus par les forces du régime iranien, déclenchant une bataille qui a duré 10 heures ».

Vers la fin du mois, l'armée iranienne a commencé à bombarder la région kurde en Irak, où sont basés les groupes d'opposition. C'est dans ce contexte que, début juillet, le PDKI a lancé une « campagne internationale pour créer des alliances régionales ainsi qu'internationales pour contrer les menaces du régime islamiste de l'Iran. » Le 11 juillet, ce même groupe a diffusé des tracts appelant à une grève générale en réponse à la politique de terreur employée par le régime iranien à l'encontre des populations kurdes.

Le jour même, une tentative d'assassinat a eu lieu contre un parlementaire de la région d'Islamabad Gharb (Rojhelat), alors en visite dans la ville kurde de Kermanshah. Les assaillant.e.s non-identifié.e.s ont mis le feu à leur propre voiture avant de prendre la fuite. [Rojhelat.info, Ekurd.net]

AMALGAMES OU INFOS ?

par Hacer Arapoğlu (le 29 juin 2016)

Voici un texte écrit à chaud et envoyé par e-mail au site de Kedistan, qui le publie tel quel pour contrecarrer les amalgames entre les Kurdes et Daech circulant à travers les médias.

***

Je vous écris pour vous < parvenir un petit texte que je viens de rédiger.

Pour faire un bref résumé je l'ai écrit en réaction aux amalgames des journalistes français qui assimilent les mouvements kurdes à des terroristes, notamment cet article du Monde, pour ne pas le citer, intitulé «La double menace terroriste en Turquie». Je précise que je ne suis pas kurde, ni turque mais franco-arabe, et que j'ai découvert la lutte du peuple kurde ces deux dernières années où j'ai vécu à Istanbul…

N'avoir honte de rien. De rien ! Après Libération qui exhibe les cadavres des victimes de l'attentat d'Istanbul comme on exhiberait n'importe quel bétail, voici Le Monde qui se lance dans les amalgames les plus bas en mettant sur le même plan Daesh et… les Kurdes, nommés sous l'expression volontairement floue de « la rébellion kurde ». Ainsi donc le Monde, ce ô combien grand et objectif journal, tente de nous faire comprendre que, bah oui, Daesh qui tue des gens et les Kurdes qui tuent des gens c'est la même chose.

Sans évidemment attendre une revendication quelconque de l'attaque, un début d'enquête, un début d'explication. Le Monde se précipite sur l'occasion, alors que le sang des victimes est encore chaud et que la terre n'a probablement pas encore couvert leur visage, pour nous rappeler que, oui, la Turquie subit le terrorisme international, à l'instar de ses voisins, mais aussi le terrorisme intérieur des Kurdes.

Terrorisme vous dites ? De quel terrorisme parlons-nous ? De celui de Daesh ou de… celui de l'État turc ?

Faut-il rappeler aux « correspondants sur place » que la Turquie est à nouveau en guerre civile «ouverte» depuis que Erdogan a décidé de mettre fin au processus de paix et de littéralement envahir l'Est kurde par la terre et par l'air ? Que cette situation est la conséquence directe de la peur d'Erdogan de perdre le pouvoir depuis que le HDP -parti kurde, mais pas que, loin de là- apporta un vent de démocratie et d'espoir en accédant au parlement turc en juin 2015 ? Que « le terrorisme kurde » n'est que le résultat de plus de 100 ans de spoliation des terres, assimilation forcée, violences physiques et politiques à l'encontre du peuple kurde en Turquie ?

N'avoir honte de rien, c'est nous balancer ce genre d'article impunément sans jamais nous proposer d'analyses fiables sur la situation à l'Est de la Turquie, sans jamais nous parler du siège de Cizre, ville kurde asphyxiée et martyrisée par l'armée turque depuis près d'un an, sans jamais nous parler de la souffrance de l'autre, se contenter de le dépeindre comme un monstre sans visage, sans humanité.

C'est un classique des dominants que de refuser d'humaniser les dominés, les Kurdes le savent, les Palestiniens aussi. C'est un classique des dominants de se serrer les coudes, la France n'ayant rien à apprendre des Turcs en matière d'oppression de peuples indigènes. Le terrorisme est devenu le nouveau terme à la mode pour faire taire toutes les luttes, même les plus légitimes, celui qui met tout le monde d'accord, qui ne permet aucune discussion.

Je me permets de le dire car j'ai failli faire les frais du soit-disant « terrorisme des Kurdes ». J'étais à Kızılay, lors de l'attentat du 3 mars 2016. Quand j'écris que j'étais à Kızılay, je veux bien dire que j'étais pile assise devant la station de métro à côté de laquelle la membre du TAK s'est faite exploser. J'ai bougé du dit lieu une minute avant que tout explose, mais j'étais encore assez près pour sentir le vent de la déflagration dans mon dos, pour sentir le tremblement de terre sous mes pieds, entendre les hurlements des premières victimes et sentir l'odeur du sang.

J'ai été dans un déni pendant près d'une semaine concernant les responsables de l'attentat. Je n'arrivais pas à accepter, alors même qu'il avait été revendiqué, que ce soit une partie du mouvement kurde qui soit responsable de ce qui constitue un des plus gros traumatismes de ma vie. Apprendre un peu plus tard que la première cible n'était pas la place Kızılay mais le siège du premier ministre m'avait partiellement rassurée. Et puis je me suis reprise. Comment pouvais-je porter un jugement sur l'action armée des Kurdes ? Pourquoi aurais-je besoin d'être rassurée sur la légitimité de leurs actes ? Pourquoi avais-je été presque tentée de faire l'amalgame entre ce qui s'était passé et une action terroriste ? Pourtant, les faits sont là et je les connaissais. Ce n'était pas du terrorisme, pas plus que les autres actions armées des mouvements kurdes. C'est la guerre et ses conséquences.

Dieu m'a épargnée, merci à lui, mais s'il ne l'avait pas fait, j'aurais détesté de là haut qu'on me considère comme une victime du « terrorisme kurde », « terrorisme du PKK ». Je n'aurais été qu'une victime de plus de la sale guerre menée par l'État turc contre une partie des ses propres citoyens et dont la mort ne mérite pas plus de larmes ou de compassion que la mort d'un citoyen de Cizre à cause d'un obus tombé sur sa maison.

J'entends déjà, les pacifistes 2.0, hurler que la violence n'est pas la solution. Évidemment qu'elle n'est pas la solution tout comme elle n'est pas un choix. Tu as brûlé ma maison, volé ma terre, tu as interdit ma langue, tu as tué mon père, enfermé mon frère, violé ma sœur et je suis responsable parce que j'ai répondu en posant une bombe chez toi ?

L'insurrection n'est pas un choix. Elle est.

Le PKK fut l'un des premiers à reprendre au dominant, l'outil par lequel il le mate : la violence. Le système colonial est un système né de la violence et pour la violence, de viols quotidiens du colon sur le colonisé. Constitué de spoliation et de destructions des biens matériels et immatériels allant du vol de sa terre à la destruction de sa culture et du déni de sa condition d'homme, le tout dans une violence physique et symbolique inouïe. L'utilisation de la violence relevait jusqu'alors du privilège du dominant. Seul le dominant a le droit dans le système colonial, d'user de la violence à l'encontre du colonisé. Prendre les armes pour le colonisé, c'est bien plus que de s'approprier ce qui était jusqu'alors le privilège du dominant. C'est reprendre possession de sa condition d'homme. C'est la résistance à l'oppression. C'est le droit d'un peuple à disposer de lui-même et à user de la lutte armée en cas d'oppression. Droits qui seront inscrits des années plus tard, dans cette charte de l'ONU continuellement piétinée, souillée par l'impunité dont bénéficie la Turquie dans ses actions.

Durant la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le Président du Comité spécial contre l'apartheid de l'ONU avait déclaré que le peuple sud-africain n'avait d'autres choix que d'intensifier sa résistance armée étant donné l'intensification du règne de la terreur imposé par le régime de Pretoria. Le Comité spécial réaffirmait que le peuple sud-africain et ses mouvements de libération avaient le droit d'utiliser tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée, pour obtenir le démantèlement de l'apartheid.

Ce droit que l'on refuse encore aux Kurdes est totalement conforme aux droits internationaux étant donné qu'ils sont sous le joug d'un État qui les opprime. La lutte du PKK, comme celle des branches armées de la résistance palestinienne ou de n'importe quelle autre résistance indigène, s'inscrit dans une légitimité au regard des faits et du droit.

Bien sûr ce n'est pas beau, bien sûr que cela est triste. C'est même un putain de crève cœur. Mais le responsable ce n'est pas l'insurrection et ses moyens. Le seul est unique responsable c'est le fascisme porté par un État qui a décidé de dénier tous ses droits à un Peuple.

Il est donc impardonnable aujourd'hui que les médias continuent de faire l'amalgame entre le mouvement de libération kurde et un groupe terroriste comme Daesh, à l'heure où le monde ferme les yeux sur les massacres des Kurdes à l'Est de la Turquie.

KNK: « La tâche du peuple kurde en ce 100ème anniversaire des accords de Sykes-Picot »

Alors qu'elles avaient déjà réussi à s'imposer politiquement, économiquement et militairement dans ce qui restait de l'empire Ottoman avant la première guerre mondiale, ce n'est qu'après la fin de celle-ci que les puissances impérialistes occidentales se sont officiellement imposées en tant que pays colonisateurs dans la région (du moins en ce qui concerne le 20ème siècle). L'accord Sykes-Picot, signé deux ans avant la fin de la guerre, avait déjà tracé les futures frontières et zones d'influence entre l'Angleterre, la France et l'empire russe de l'époque. Voici un extrait d'un appel à l'union lancé par le Congrès National du Kurdistan (KNK) à toutes les composantes politiques kurdes, en rappelant l'histoire de cet accord, ses implications dans les conflits d'aujourd'hui, pour en conclure le besoin vital de le « jeter à la poubelle de l'histoire ». Pour en lire plus, voir le livre de Salah Jmor «L'origine de la question kurde». Et pour lire l'appel en entier (en anglais), voir rojhelat.info/en.

Les terres du Kurdistan sont riches et fertiles. C'est précisément pour cette raison que ce dernier a toujours subi des agressions et des occupations. Ses richesses ont toujours su attirer l'attention des pays voisins ainsi que des pays colonialistes plus lointains. Ceux-ci ont toujours exploité ses richesses tout en essayant de maintenir leur domination ainsi que leur occupation du territoire, et ce contre le gré des peuple du Kurdistan. Ces derniers ont été maintes fois témoins des pires souffrances et de massacres ; le Kurdistan a toujours été un champ de batailles où s'est imposé l'hégémonie des puissances venues de l'extérieur. L'unité nationale fut brisée pour la première fois dans son histoire dans l'année 1639 à l'occasion de l'accord de Qesri Shirin1, signé dans le contexte d'une guerre opposant les Ottomans et les Safavides. À la suite de cet accord, le Kurdistan fut divisé en deux parties : cette situation n'avait pas changé jusqu'au début du 19eme siècle. […]

Avant la signature de l'accord Sykes-Picot, le Kurdistan était sous mandat des puissants empires régionaux, tels que les Ottomans et les Safavids; cette situation allait bientôt changer, et le Kurdistan s'est finalement trouvé sous mandat d'autres empereurs puissants venant des pays lointains, tels que la Grande Bretagne et la France. […] L'accord Sykes-Picot n'était rien d'autre que l'expression d'une volonté politique de la part de quelques puissances occidentales qui s'en sont servi comme outil pour imposer leurs intérêts politiques dans la région […].

Cet accord ne s'est cependant pas déroulé comme c'était prévu. Directement après la fin de la première guerre mondiale, au même moment que la naissance de l'Union Soviétique, la Russie s'est retirée de l'accord et de la région. L'accord est désormais devenu un projet politique de la France et de l'Angleterre. Dans cette même période, les Turcs (avec l'aide de la Russie) ont réussi à mettre la pression sur la Grande Bretagne, la France et leurs alliés pour qu'ils fassent des concessions et qu'ils signent un nouvel accord global, ainsi trompant et trahissant les populations kurdes. Malgré les implications négatives de ces concessions en ce qui concernaient leurs mandats respectifs dans la région, la France et l'Angleterre y avaient néanmoins réussi à détruire l'empire Ottoman et à créer de nouveaux États arabes. Lorsque l'accord de Lausanne de 1923 est rentré en vigueur, les divisions géographiques du Kurdistan sont devenues une réalité laissant la région finalement divisée entre quatre nouveaux pays : l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie. Désormais, ces nouveaux États artificiels sont donc devenus les nouveaux colonisateurs du Kurdistan. […]

L'histoire ne doit pas se répéter de la même manière. Ce sont les mêmes acteurs politiques qui aujourd'hui sont en train d'essayer de remodeler le Moyen-Orient que ceux qui, pendant le 18ème siècle, ont joué les rôles majeures lors du remodelage politique de la région. Ils sont toujours là à jouer le même jeux. Le seul vrai changement qui a eu lieu entretemps c'est le changement de position entre la Grande Bretagne et les États-Unis. Hier c'était l'un, aujourd'hui c'en est l'autre. […]

Par le passé, les Kurdes et les peuples du Kurdistan n'ont pas réussi à jouer des rôles actifs ; ils n'étaient pas organisés et ne jouissaient d'aucun pouvoir. Aujourd'hui cette situation a bien évolué : les peuples du Kurdistan sont organisés, possèdent des outils politiques leur permettant d'assumer des rôles actifs dans leurs destins. […]

La maintenance de leurs hégémonies nationales vis-à-vis du Kurdistan est bien évidemment le but des pays dans lesquels se trouvent les différentes régions kurdes (Iran, Irak, Turquie et Syrie). Malgré les efforts des Kurdes de Irak, Bagdad se montre toujours défavorable à ce que les Kurdes et les Arabes soient mis sur le même pied d'égalité et à ce qu'un système fédéral soit mis en place dans le pays. Damas exprime ouvertement son hostilité vis-à-vis des évolutions politiques pluralistes et démocratiques qui sont en train d'être mis en place par les peuples de Rojava. Dés le début de ce processus de libération, Ankara et Téhéran ont tout les deux resserré l'étau politique et font tout ce qu'ils peuvent pour mette fin à ce processus. Rêvant plutôt de la reconstruction de leurs anciens empires, ces deux pays ont de forts intérêts nationaux à ce que tout progrès de la part des populations kurdes soient empêchés. En attaquant le Rojava et le Başur, leur but principal est de faire en sorte que les Kurdes des deux pays n'obtiennent aucun droit démocratique ni statut politique. Les peuples du Kurdistan n'acceptent pas cette domination ni cette hégémonie ; ils l'ont déjà refusé par le passé et ils résisteront encore dans l'avenir. […]

À l'occasion du 100ème anniversaire de l'accord Sykes-Picot, la tâche principale que nous devrions à tout prix entre-

prendre est celle du renforcement des liens de fraternité. Nous, les peuples du Kurdistan, il va falloir que nous trouvions un projet politique qui corresponde au maximum à notre unité nationale. Chaque pas vers une unité nationale est aussi un pas vers la confrontation avec le programme politique des colons. Ce sont des pas qui, à un moment ou à un autre, mettront fin aux politiques colonialistes imposées aux Kurdes. Ce sont aussi des pas qui rendront plus court le chemin qui nous mènera vers notre libération et à la reconnaissance de nos valeurs.

Tout comme l'accord de Sykes-Picot, on doit aussi se débarrasser de celui de Lausanne. Nous avons devant nous une excellente occasion pour l'instauration d'une vrai unité nationale. […]

Aujourd'hui, nous voyons pour la première fois dans notre histoire des conditions politiques démocratiques au niveau national qui sont favorables à notre cause juste. Saisissons l'occasion ! […]

Les frontières géographiques entre l'Irak et la Syrie ont déjà disparues. Les frontières géographiques entre le Başur et le Rojava n'existent plus. Il existe des deux cotés deux entités fédérales kurdes. Nous ne sommes pas obligé.e.s, nous ne devons rien à personne et nous ne sommes toujours pas contraint.e.s à respecter ces frontières démarquant de faux territoires. […] **En tant que peuples du Kurdistan, nous devons abolir d'une fois pour toutes ces territoires coloniaux divisant le Başur et le Rojava. Nous unirons ainsi deux parties du Kurdistan. À l'occasion du 100ème anniversaire de l'accord Sykes-Picot, nous, le Congrès National du Kurdistan, nous appelons avant tout aux administrations de Başur et de Rojava, ainsi qu'à toutes les autres organisations et partis politiques au Kurdistan, de concentrer tous vos efforts et de faire votre priorité principale l'abolition de l'accord Sykes-Picot. Tout.e.s ensembles, nous devons jeter cet accord à la poubelle de l'histoire. Ceci est notre priorité principale, une priorité qui doit être partout là où on est présent.e.s !**

Le Conseil Exécutif du Congrès National de Kurdistan - KNK

AGENDA

✌19-27 août — Douarnenez (29)

La 39e édition de ce festival de cinéma est dédiée aux «Peuples de Turquie». Une semaine de films, de débats, d'expositions, de musique.

en Europe :

◆ **Campagne Öcalan** : Les manifestations contre la guerre par l'État turc ont l'air d'être un peu en pause en Europe. Par contre, les actions pour exiger la liberté du leader Öcalan se multiplient : des stands d'information se sont tenus à Paris, à Rennes, à la Hague (Pays-Bas) et dans différentes villes en Allemagne. [ANF]

◆ **Boycott du tourisme** : À Vienne (Autriche), 20 jeunes kurdes ont occupé les bureaux du Tourisme de Turquie, et ont appelé à boycotter le tourisme en Turquie afin de ne pas financer les politiques génocidaires de l'AKP. [ANF]

◆ Le procès de l'opération menée l'an dernier contre le TKP/ML en Europe s'est ouvert le 17 juin et devrait durer au moins 2 ans d'après les juristes. Cette opération dirigée par l'Allemagne avait mené aux arrestations simultanées de 10 révolutionnaires d'origine kurde ou turque en France, Suisse, Grèce et Allemagne, accusées d'organiser des événements de propagande, la récolte de fonds et le recrutement pour le parti. D'après un des avocats, la plupart du dossier a été envoyée par les autorités turques. Un appel à la solidarité a été lancé : « Ce procès ne pourra être remporté qu'avec le soutien d'un mouvement de solidarité international ! ». [Nouvelle Turquie et Ekurd]

◆ **Danemark** : Deux hommes (dont l'un a 75 ans) ont été condamnés à 4 et 5 ans de prison conditionnelle au Danemaark, accusés d'avoir financé le PKK à travers la chaîne de télé kurde basée au Danemark, RojTV (qui entre-temps a été interdite). [Ekurd]

◆ 11 réfugié.e.s politiques kurdes ont été arrêté.e.s en Allemagne fin juin. Des rassemblements ont alors eu lieu à travers l'Europe (Suisse, Angleterre, Allemagne, France, Suède, Pays Bas) et au Canada, souvent en face de l'ambassade allemande. [ANF]

◆ La branche européenne du HDP a lancé une pétition contre les accords entre l'UE et la Turquie, autour de 5 points : abandon du sale accord UE/Turquie et du soutien militaire au régime d'Erdogan ; pressions diplomatiques sur le gouvernement de Turquie pour l'arrêt de la guerre et de la terreur d'État ; l'arrêt des pressions sur des organisations de Turquie ou du Kurdistan en Europe et le retrait du PKK des listes d'organisations terroristes ; un accueil, digne, des migrant.e.s ; l'ouverture d'un corridor humanitaire pour le Rojava. [ANF]

◆ Violences conjugales : Çilem Doğan avait fini par tuer son mari qui l'agressait régulièrement et la forçait à la prostitution. Après de longs mois en prison, elle avait été condamnée à 15 ans de prison. Le 20 juin, elle a été remise en liberté conditionnelle (très probablement dû au soutien énorme du mouvement des femmes). Un cas similaire ailleurs en Turquie : Semra, une femme de 75 ans a tué son mari agresseur : « Il voulait me tuer, c'est moi qui l'ai tué. Pourquoi ça doit toujours être les hommes qui tuent ? Que ce soit un peu la femme qui tue ». Ces même paroles avaient été prononcées par Çilem lors de son procès. 413 femmes ont été assassinées en Turquie en 2015, et le chiffre ne fait qu'augmenter, encouragé par les discours misogynes du gouvernement. Le journal Bianet compile depuis 2009 les violences commises par des hommes sur des femmes rapportés dans les médias. [Bianet, Nouvelle Turquie et JINHA]

◆ Transphobie : Une vingtaine de personnes ont attaqué le domicile d'une femme trans à Istanbul, munis de pierres, de bâtons et de couteaux. L'attaque a été stoppé par l'arrivée des amis de la femme trans agressée. [Jinha]

◆ Le gouvernement AKP a construit 105 nouvelles prisons (il y en a 362 en tout) et les a vite remplies atteignant un chiffre record de 187.647 prisonnier.e.s en avril 2016, ce qui est plus que le double des 80.000 d'après le coup militaire de 1980. [ANF]

◆ Plusieurs organisations de la société civile dénoncent l'UNESCO et appellent à un forum contre la session du Comité du Patrimoine Mondial qui se déroulera à Istanbul du 10 au 20 juillet 2016. Elles dénoncent l'hypocrisie alors que de très nombreux sites soit-disant protégés par l'UNESCO sont actuellement détruits en Turquie (et particulièrement sur les territoires kurdes) au profit des secteurs du tourisme et du bâtiment, ou sous prétexte de lutte anti-terroriste. C'est le cas des centres historiques de Amed (Sur) et d'Istanbul, de Hasankeyf (site archéologique et habitation de milliers d'années) qui serait inondé par un barrage. [Kedistan]

GLOSSAIRE

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « *le Congrès pour une société démocratique* » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « *d'autonomie démocratique* » en tant qu'organisation « faîtière » confédérale.

KJA : Congrès des Femmes Libres. « *L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste.* » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin: Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique". Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « *confédéralisme démocratique* ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité', ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

YBŞ : Unités de Défense de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s formé.e.s par les YPG/YPJ.

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

BAŞUR : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, au pouvoir dans la région Kurde de l'Irak depuis la première guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

ROJHILAT : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

TIKKO : guerilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan[at]riseup.net

À LIRE, À VOIR & ÉCOUTER :

- un film kurde sous-titré en anglais qui s'appelle «Selamo»
- «Struggles for autonomy in Kurdistan», un livre en anglais disponible sur corporatewatch. org
- sur bnk.institutkurde.org vous trouverez de nombreux livres traitant du Kurdistan en français!
- allez voir la carte intéractive sur le site des Amitiés kurdes de Bretagne

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites **KEDISTAN.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, SUSAM-SOKAK.FR, LEPHENIXKURDE.TUMBLR.COM**, etc...

Et aussi en anglais : **KURDISHQUESTION.COM, ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM, DICLEHABER.COM/TR, JINHA.COM.TR/EN EN.FIRATAJANS.COM**